front rouge

organe central du Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez vous

N° 164 12 Juillet B.P. 161 75864 Paris cédex 18 - C.C.P. Front Rouge 31-191-14 La Source 3F

PREPARONS L'OFFENSIVE OUVRIERE

- Une France en plein bouleversement : crise politique et offensive ouvrière p. 2
- Chômage : Vers une riposte d'ensemble p. 6
- Notre Parti et la question de l'unité des révolutionnaires p. 7
- Quelles vacances pour le peuple ? p. 16
- Espagne, Portugal, Palestine : la parole à ceux qui luttent p. 10 à 13

Septembre 1975 votre quotidien

« LE QUOTIDIEN DU PEUPLE »

pp. 8-9

Une France en plein bouleversement

Crise politique et offensive ouvrière

Juillet 1975, plus de cent usines occupées ! Plus de 100.000 travailleurs persistent dans leurs luttes malgré le chantage à la crise, la répression policière, malgré les démobilisations de la « gauche » et particulièrement du P«C»F, malgré les tirades complaisantes et répétées sur la trêve des vacances... C'est une situation inhabituelle et ressentie comme telle par la bourgeoisie. C'est un indice supplémentaire de la crise, profonde, qui secoue la société capitaliste qui nous exploite.

LA CRISE ! Terme sans cesse répété, ressassé, galvaudé par les experts et les commentateurs de la bourgeoisie. Terme qui suscite chez les travailleurs de notre pays de nombreuses interrogations. Quelle est la nature et la profondeur de la crise actuelle ? Quelle issue favorable à leurs intérêts les masses peuvent-elles lui donner ? En prévision de la rentrée, de l'offensive ouvrière qui est en train de mûrir, il est nécessaire de fournir quelques éléments de réponse à ces questions.

Pour Giscard, la chose est simple : la crise est, pour l'essentiel, exportée d'autres pays. Dans sa bouche, cette explication est frauduleuse, et on sait pourquoi il y recourt : *« pas de lutte possible contre cette crise puisqu'elle nous vient de l'étranger ; tout au plus peut-on en conjurer, par le travail, par les efforts conjugués des patrons et surtout des ouvriers, les effets les plus néfastes. Le chômage, les cadences, les pertes de salaires, il faut les accepter à cause de cette « crise » qui nous vient de l'extérieur. Peut être que l'année prochaine, avec la relance, les choses se seront améliorées. Aujourd'hui, il faut accepter ce qui est ».* Voilà en résumé le langage tenu aux travailleurs depuis un an !

Mais même si cette explication est frauduleuse, elle comporte comme tous les arguments faux, une part de vérité. C'est exact que les nouveaux rapports de force à l'échelle mondiale, aggravent considérablement la situation de l'impérialisme français. En tant qu'impérialisme secondaire, il est soumis à une double pression : celle des pays du Tiers-Monde qui renforcent leur unité politique et enregistrent des victoires sur de nombreux fronts ; celle, de nature entièrement différente, des deux super-puissances qui dans leur rivalité pour conquérir l'hégémonie sur le monde, multiplient les manœuvres pour assujettir le potentiel des impérialismes secondaires, et particulièrement celui des pays d'Europe. Dans une telle situation, l'impérialisme français en est venu à remettre en cause toute une série d'éléments de sa politique extérieure, lui substituant une politique hésitante et incertaine. Finie la politique apparemment stable du néo-colonialisme où les pays du Tiers-Monde peuvent être gouvernés par fantoche interposé. Finies les illusions et les tentatives de forger une politique d'indépendance nationale érigeant l'impérialisme français en puissance capable de rivaliser et de traiter d'égal à égal avec les deux super-puissances.

Une telle situation contribue au développement de la crise dans notre pays d'un double point de vue. D'abord en révélant aux travailleurs la situation de faiblesse dans laquelle se trouve leur adversaire, l'impérialisme français, mettant à nu toutes les hésitations de sa politique et sa véritable nature. Ensuite, parce que au moment où s'exacerbent dans toutes les directions et simultanément les contradictions auxquelles il est confronté, l'impérialisme français a, moins que jamais, la possibilité de reporter à l'extérieur les difficultés qu'il rencontre avec la classe ouvrière de notre pays.

•

Loin d'être « exportée de l'étranger » comme le raconte Giscard, la crise trouve directement son origine dans la situation interne de notre pays, dans les difficultés de la bourgeoisie pour perpétuer sa domination, pour régler ses rapports avec les masses, pour gouverner comme avant.

Les multiples moyens politiques, idéologiques, forgés par la bourgeoisie pour asseoir sa domination, tromper la classe ouvrière, maintenir la collaboration de classes, ne suffisent plus aujourd'hui. Remis en cause de manière certes encore dispersée, confuse, limitée, ces moyens bourgeois ne suffisent plus à détourner les travailleurs de leurs aspirations à autre chose, à une autre société. C'est bien cela le fond de la crise, et c'est en ce sens, parce qu'elle affecte directement la manière dont la bourgeoisie exerce son pouvoir sur les masses populaires, qu'il s'agit d'une crise politique. Durant ces deux années écoulées, avec le flux et le reflux inévitable dans un tel mouvement, on assiste à un mûrissement en profondeur de la contradiction entre la bourgeoisie et les masses populaires. Qu'on en juge :

● Mars 1973 :

Pendant les mois qui ont précédé les élections législatives, le P«C»F et le PS sont parvenus dans une certaine mesure à convaincre les travailleurs de limiter leurs luttes, de reporter leurs espoirs de changement sur le résultat des élections. Un moment abusés par cette propagande, les travailleurs découvrent, au lendemain de l'échec de la « gauche », la réalité des perspectives qu'offrait la « gauche » !

● Mars 1973 Avril 1974 :

Un instant découragée, la classe ouvrière redresse vite la tête. Rejetant les donneurs de leçons de la « gauche », des secteurs importants de la classe ouvrière engagent résolument la lutte pour faire reculer la bourgeoisie et pour faire aboutir leurs revendications. Renault, Peugeot, Lip, puis Saviem, Moulinex sont à cette époque les symboles de la reprise de l'offensive ouvrière. Mais ces luttes dépassaient et de loin le cadre même de simples luttes revendicatives, par ce qu'elles témoignaient de nouveau dans la conscience ouvrière.

Nouveau parce que à une relativement vaste échelle on assistait au même scénario : la tutelle des révisionnistes dans la définition des revendications, dans la conduite de la lutte, dans les négociations, était largement taillée en brèche et remise en cause clairement par les travailleurs.

Nouveau parce que derrière les luttes revendicatives, se profilait toute une série de problèmes politiques, de questions sur la révolution dont la classe ouvrière s'emparait, remettant en cause les solutions révisionnistes qui pour l'essentiel se résumaient au programme commun.

Lip, avec les questions révolutionnaires posées par ces travailleurs, les débats politiques nombreux qu'ils ont suscités et menés pendant leur longue grève, est dans la tête de tout le monde. Si c'est là l'exemple le plus achevé, à cette période, des problèmes nouveaux posés par les travailleurs, il ne constitue pas un fait isolé : partout ailleurs, on assiste à un bon accueil fait aux révolutionnaires et à leurs propositions, on assiste aux difficultés conjugées de la bourgeoisie et des révisionnistes pour imposer leur point de vue, pour briser la lutte des travailleurs.

● Mai 1974 :

L'élection présidentielle, un peu plus d'un an après les législatives, se déroule dans un climat bien différent. Malgré une campagne sans précédent de Giscard et Mitterrand pour convaincre les travailleurs que des questions décisives se jouaient dans une telle confrontation, ces derniers, tout en jetant, en majorité, leur dévolu sur Mitterrand qui leur semblait le moins mauvais des candidats, ne croient guère au « changement radical » promis par lui. En arrière fond de cette élection, toutes les questions posées précédemment dans les luttes restent d'actualité pour les travailleurs même si les deux candidats évitent les épreuves. *« Ça ne peut pas être pire »* disent de nombreux travailleurs en votant Mitterrand. On est loin des illusions qui avaient pu avoir prise lors des législatives.

Les élections passées, les luttes reprennent avec Usinor, avec le mouvement paysan de l'été dernier...

● Septembre 1974 Avril 1975 :

En apparence, en apparence seulement, une accalmie se dessine. Après la lutte des PTT, cassée par la politique intransigeante du gouvernement et le sabotage des révisionnistes, très peu de luttes s'engagent sur les salaires, contre le chômage partiel qui pourtant ampute les revenus de nombreux ménages ouvriers de sommes pouvant fréquemment atteindre les 500 F. Soumise à un chantage sans précédent de la bourgeoisie, qui accuse les travailleurs de vouloir, par leurs revendications, conduire le pays à la catastrophe, la classe ouvrière rentre dans une situation d'attente, soupèse les obstacles qu'elle doit affronter pour les résoudre.

•

Mais cette période, loin de démentir le mûrissement de la crise politique ne fait que la confirmer. Pour s'en convaincre, il suffit de s'interroger sur l'ampleur des moyens mis en œuvre par la bourgeoisie pour tenter d'atténuer ses difficultés avec les travailleurs et de constater, aujourd'hui le peu de résultats obtenus, la reprise de l'offensive ouvrière. Parce que depuis un an la bourgeoisie, qu'il s'agisse de ses représentants officiels au pouvoir, ou qu'il s'agisse de l'opposition de « gauche » ont décuplé leurs moyens pour tenter de mettre à la raison les travailleurs, pour les détourner des questions décisives qu'ils posent.

● Du côté du gouvernement, un matraquage systématique est entrepris depuis l'élection de Giscard. Il porte sur deux thèmes : le néo-libéralisme et le chantage à la crise.

Le néo-libéralisme avec lequel Giscard tente d'apparaître comme capable d'entreprendre des réformes profondes, de résoudre des problèmes posés par les travailleurs. Mais les travailleurs ont vite fait le tour de ce changement là ! Réforme de l'avortement, droit de vote, accords sur le chômage, en fait qu'y a-t-il eu de changé ? Rien ! C'est toujours aussi difficile pour une femme du peuple de trouver un médecin qui la fasse avorter. A peine 5 % de chômeurs touchent les fameux 90 % d'indemnisation pour le chômage... Et c'est pareil pour tout le reste.

Le chantage à la crise, avec lequel Giscard veut dissuader les travailleurs d'engager l'action. Le spectre de 1929, le menace d'une catastrophe économique sans précédent, tout était bon, tout a été mis en œuvre pour persuader le peuple de se solidariser avec ses exploiteurs, de renoncer à ses luttes et à ses revendications.

● Du côté des révisionnistes du P«C»F on assiste à une tentative similaire pour atténuer leur contradiction grandissante avec les travailleurs. Le durcissement consécutif au XXIe Congrès ne trouve pas son origine dans la seule « rivalité électorale PC-PS ». Pour l'essentiel, il provient de la nécessité de donner l'illusion qu'ils représentent toujours les intérêts des travailleurs, qu'ils savent mener les luttes dures. D'où la remise à l'ordre du jour (en parole, évidemment) de la perspective du socialisme, auparavant repoussé à des horizons très lointains ; d'où leur volonté d'accompagner les travailleurs en lutte et d'éviter de s'opposer de front avec eux.

•

Mais aujourd'hui, quels sont les résultats d'une telle politique ! Néo-libéralisme et chantage à la crise ont bel et bien fait fiasco : aujourd'hui la classe ouvrière reprend l'offensive et s'il ne s'agit pas encore d'un vaste mouvement d'ensemble, il est clair que les choses sont en marche. Unimel, Usinor, Chausson, Besançon, Gennevilliers, autant de points chauds dans la dernière période où la combativité ouvrière s'est exprimée avec force. L'échec de sa politique est très clairement ressenti par Giscard qui n'a pas d'autre recours aujourd'hui pour briser les grèves, pour empêcher leur extension, que de recourir à la violence des CRS et des chiens policiers, que de recourir à la provocation. Le recours généralisé dans les derniers conflits à une telle politique, le déclenchement de campagnes réactionnaires contre les grévistes et les révolutionnaires est bien l'indice de l'impasse où est enfermée la bourgeoisie pour résoudre ses contradictions avec les masses.

De même, du côté révisionniste, leur nouvelle tactique a aussi largement fait fiasco. La querelle avec le PS, loin de renforcer la crédibilité du P«C»F, rend au contraire les travailleurs plus méfiants à l'égard de ce parti qui fonde toutes les perspectives qu'il offre sur l'alliance avec le PS ! Quant au « durcissement » dans les luttes, la classe ouvrière en a fait progressivement l'expérience. Aux PTT, à Renault, dans la sidérurgie, dans les usines de Gennevilliers ou de Besançon, alors que le problème posé par les travailleurs était celui de la possibilité d'élargir le mouvement, les révisionnistes ont, par tous les moyens, manœuvré pour empêcher de tels mouvements de se produire, étouffer les questions des ouvriers et le débat qu'ils voulaient instaurer. Le « durcissement » du P«C»F se réduit pour l'essentiel à accompagner les luttes en cours, les enserrant dans des « perspectives locales » ; il s'oppose de front aux grévistes en fin de parcours seulement quand il estime la situation suffisamment pourrie et sans perspective pour imposer la reprise du travail. Cassant la lutte à Usinor, cassant la lutte à Chausson, le P«C»F révèle son vrai visage ! Dans ces luttes, les travailleurs ont pu mesurer, derrière les parades démagogiques du P«C»F, en quoi toutes ses initiatives vont dans le même sens que la volonté de la bourgeoisie : casser les luttes, empêcher un mouvement d'ensemble, faire des simulâcres de mouvement d'ensemble comme celui du 10 juillet.

Le fait que le P«C»F soit conduit nécessairement à procéder de cette manière, soit incapable d'offrir des perspectives aux questions des travailleurs, montre en quoi les contradictions du révisionnisme participent directement de la crise politique.

•

Cette impasse de la bourgeoisie les travailleurs doivent bien la mesurer. Loin de leur être défavorable, la situation révèle que leur adversaire est en position de faiblesse... Les travailleurs peuvent dans la période à venir aggraver cette situation, remporter des succès importants.

Développer l'offensive ouvrière qui est apparue dans les derniers mois, la faire mûrir dans les prochains mois en un mouvement d'ensemble, c'est nécessaire, c'est possible.

C'est nécessaire, parce que c'est le seul moyen pour les travailleurs d'obtenir satisfaction dans leurs revendications. Il est de moins en moins possible de faire reculer usine par usine, tel ou tel patron, de le contraindre à revaloriser les salaires, de remettre en cause le chômage partiel. Les concessions qui ont été arrachées à Renault comme à Chausson sont et de loin insuffisantes pour combler les baisses du pouvoir d'achat. Pourquoi ? Parce que la politique d'austérité et de redéploiement est une politique d'ensemble de la bourgeoisie, parce que plus qu'à toute autre période chaque patron a derrière lui l'aide et la mobilisation de toutes les forces de la bourgeoisie. Contre cette politique d'ensemble, il n'y a pas d'autre solution pour faire satisfaire nos revendications que de construire un mouvement d'ensemble capable de remettre en cause la politique de la bourgeoisie.

C'est possible ! Les travailleurs doivent mesurer les obstacles qu'ils rencontrent et se donner les moyens de les surmonter.

• Rejetons le chantage à la crise. Il n'a qu'un but, imposer aux travailleurs de nouveaux sacrifices pour le compte des capitalistes : le chômage partiel augmente, mais les cadences aussi ! Le pouvoir d'achat baisse, mais les profits se gonflent ! Ce n'est pas aux travailleurs de faire les frais des difficultés de la bourgeoisie !

• Contre les violences policières, opposons la riposte ouvrière de tous les travailleurs solidaires.

• Rejetons le P«C»F et sa ligne de collaboration de classes. Exigeons de lui des comptes pour son attitude dans les luttes. Combattons son opposition au mouvement d'ensemble en révélant comment sa politique sert directement celle du gouvernement !

contre la répression anti-ouvrière, contre les tentatives de démobilisation des révisionnistes

DEVELOPPONS L'OFFENSIVE OUVRIERE

« Pellet qu'est ce que c'est ?

« On fabrique des chaussures, ça fait deux mois qu'on est en grève.

On refuse les 80 licenciements prévus par le patron sur 180 ouvriers... »

« D'où venez-vous ? »

« On vient de l'Isère, on a fait le voyage à 15, c'est bien de se retrouver ici avec d'autres ouvriers qui font grève... »

Devant leur banderole, comme des milliers d'autres, ces ouvriers de Pellet expliquent leur lutte. Ce 10 juillet, le Champ de Mars présentait un visage inhabituel. Une dizaine de milliers de travailleurs venus de nombreuses entreprises en grève, ou occupées, s'étaient donné rendez-vous au pied de la Tour Eiffel : métallos de la CFEM de Fos et imprimeurs de Caron-Ozanne de Caen, ouvriers de Bretoncelles en lutte depuis 7 mois et tanneurs d'Annonay qui ont derrière eux plus d'un an de combat, électroniciens de SINTRA d'Aubergenville dans les Yvelines, mécanos de Griffet avec leur camion-grue, hospitaliers de Nantes, postiers de l'Essonne... tous avaient tenu à faire connaître leur mouvement aux autres travailleurs. Ils ont pu constater leur commune volonté de lutte et échanger leurs expériences.

Mais au soir de ce rassemblement, beaucoup se rendaient compte des limites de la mobilisation effectuée par les directions syndicales. Ceux qui espéraient trouver l'occasion de donner un nouveau départ à leur lutte et des réponses à leurs questions sur la façon de faire aboutir leur combat, sont repartis plutôt déçus. *« Ça ne nous a pas beaucoup apporté »* nous disait un gars de Bretoncelles approuvé par un gréviste de Caron Ozanne, *« ce n'est pas ici qu'il fallait se rassembler mais à Chausson »*.

Ils étaient d'ailleurs nombreux à être surpris par la reprise du travail à Chausson. Les dirigeants révisionnistes de la CGT étaient sur la défensive et tentaient d'expliquer qu'en fait, la reprise, c'était pour mieux poursuivre la lutte, la grève étant devenue impossible à tenir plus longtemps.

Mais pour la majorité des ouvriers la reprise à Chausson c'était loin d'être un succès et ils étaient conscients de la nécessité de franchir un nouveau pas dans la lutte. De nombreuses discussions allaient dans ce sens.

A tous ces problèmes posés par les travailleurs dans les discussions, un tel rassemblement ne pouvait pas apporter de réponse. Ces questions en suspens, ce sont celles que les luttes des 6 derniers mois ont mises en lumière, celles qui aujourd'hui conditionnent le développement, le succès des luttes.

Lorsque l'an dernier les travailleurs ont dû affronter le chantage à la crise, rechercher les moyens de surmonter cet obstacle, et d'organiser la riposte contre les licenciements massifs, leur attitude restait en grande partie l'attente, l'expectative devant cette situation nouvelle.

Avec la longue grève des postiers sabotée par les révisionnistes, puis la lutte à Renault pendant laquelle les travailleurs du Mans ont durement ressenti l'isolement dans lequel les confédérations maintenaient leur lutte, avec, ces deux derniers mois, la lutte d'Usinor Dunkerque et d'autres usines sidérurgiques contre le chômage partiel, puis de Chausson, des Câbles de Lyon pour de meilleurs salaires : avec le développement de toute une série d'occupations pour les salaires, contre les licenciements, c'est un nouveau pas qui est franchi par la classe ouvrière, de nouvelles questions qui apparaissent : est-ce qu'une lutte isolée peut être victorieuse ? Comment peut on parvenir à un mouvement d'ensemble qui ferait reculer la bourgeoisie ? Quel est le rôle des directions syndicales, du P«C»F dans les luttes ?

DES QUESTIONS AUX RÉVISIONNISTES

« A mon avis, si les gars ne sont pas partis en grève, ici à Billancourt, c'est parce qu'ils doutaient des directions des syndicats. » Cette explication, nous l'avons entendue des dizaines de fois à la porte de Renault-Billancourt, au mois de mars. Si la colère des travailleurs est restée contenue, si la grève, l'occupation n'ont pas éclaté, ce n'est pas parce que les travailleurs de Billancourt, pas plus que ceux du Mans, craignaient de se retrouver au chômage ou avaient peur de conduire la Régie à la catastrophe ! C'est parce que la question majeure demeurait sans réponse : comment empêcher les directions syndicales, les révisionnistes et les réformistes de saboter la lutte comme ils l'avaient fait les années précédentes.

Avec le développement des grèves à Usinor, Chausson... ce sont les mêmes obstacles qui se dressent : l'intransigeance de la bourgeoisie et face à cela, l'isolement organisé par l'appareil syndical aux mains du P«C»F, et parfois, comme à Chausson, en plus, la municipalité révisionniste.

POUR UNE LUTTE D'ENSEMBLE

Trois usines en grève en même temps à Besançon, une douzaine dans les Hauts-de-Seine pendant la grève de Chausson, mouvements dans la sidérurgie lorraine pendant la grève d'Usinor... Dans le dernier trimestre, pour beaucoup de travailleurs, il est apparu clairement que le meilleur soutien qu'ils pouvaient apporter à leurs camarades en grève, c'était de partir en lutte sur leurs propres revendications.

Journée sous la tour Eiffel : une caricature de mouvement d'ensemble ressentie comme telle par les travailleurs.

Mais, plus profondément, ce n'est pas seulement la solidarité, ou l'idée que « tous ensemble, on est plus fort », qui fondent cette aspiration à un mouvement d'ensemble. Les questions, parfois encore confuses, que les travailleurs présents au rassemblement du 10 juillet posaient sur la possibilité d'un tel mouvement, sur sa forme, son but, montrent à la fois l'intérêt de la classe ouvrière pour une lutte d'ensemble, et les obstacles qu'il faudra surmonter.

De plus en plus, se fait jour chez les travailleurs, la conscience que la politique de la bourgeoisie est un tout :

Affronter le patron en occupant l'usine, c'est du même coup, voir se déclencher tout l'arsenal répressif de l'appareil d'Etat : CRS, licenciements, tribunaux,... C'est du même coup poser la question de la riposte à la violence de la bourgeoisie.

Au-delà des augmentations de salaire souvent importantes obtenues, c'est toute l'organisation capitaliste du travail qui est en cause. Comme l'expliquait un travailleur de Renault rencontré dans un foyer, *« Ce qu'on a obtenu à Renault, les 160 F, c'est un dû pour les ouvriers ; mais ce n'est pas cela qui m'empêche d'habiter dans le même foyer, à une heure de trajet de l'usine, ce n'est pas cela qui empêche les CRS d'attaquer Chausson... »*

Pour combattre le système d'exploitation, d'oppression de la bourgeoisie, une seule solution : engager une lutte d'ensemble contre le capitalisme, c'est la réponse que les travailleurs apportent, de plus en plus massivement.

Luttes dans toute la France, brisant l'isolement soigneusement contrôlé par les révisionnistes, mais aussi luttes contre tous les aspects de l'exploitation capitaliste, contre tout le système d'oppréssion bourgeois : c'est là le caractère nouveau des luttes des six derniers mois. L'aspiration à un mouvement d'ensemble qui se dessine, est une aspiration politique : ce sont les questions de la dictature de la bourgeoisie sur la classe ouvrière, de la lutte violente contre l'appareil d'Etat, de l'incapacité des révisionnistes à répondre à ces questions, qui sont ouvertement posées. Questions qui témoignent de l'approfondissement des contradictions de classe avec le révisionnisme, questions qui rendent plus aigue, plus insurmontable la crise de la bourgeoisie.

Caron-Ozanne : «on occupe, on imprime»

«On a fait de notre journal, un journal reliant toutes les luttes»

Dimanche dernier, une délégation de la section livre du PCR(ml) est allée apporter son soutien aux travailleurs de Caron-Ozanne.

L'imprimerie de Caron-Ozanne, occupée depuis plus d'un mois, est l'exemple de l'offensive ouvrière dans le livre.

Caron-Ozanne imprime son propre journal afin de populariser sa lutte. Quand nous sommes arrivés, les travailleurs finissaient de déjeuner tardivement. En effet, le matin, les travailleurs de Caron-Ozanne diffusaient leur journal sur le marché afin de populariser leur lutte. Les camarades du Parti aidaient à diffuser « Ouest-Licenciements ».

Nous avons été très bien accueillis par les travailleurs.

FR : Comment la lutte a-t-elle démarré ?

C.-O. : Nous avons décidé d'occuper l'usine quand nous avons appris qu'il allait y avoir 48 licenciements et qu'il y aurait une nouvelle tranche de 61 travailleurs licenciés par la suite.

Caron-Ozanne est la plus grosse imprimerie de la région de Caen. Le patron veut liquider l'entreprise, c'est-à-dire supprimer le labeur par la suite. Face à cela, nous avons créé un comité de grève ; sur 150 travailleurs à Caron nous sommes 107 à occuper, les autres sont des cadres.

Le comité de grève, avec les travailleurs, a décidé au départ l'occupation active avec publication d'un journal pour faire connaître notre lutte.

FR : Qu'elle a été l'attitude de la direction CGT devant le comité de grève et surtout devant la décision de publier un journal ?

C. O. : Nous nous sommes réunis et les travailleurs dès le départ voulaient faire un journal. La décision a été prise à l'unanimité. La CGT a été mise devant le fait accompli. C'est-à-dire que la décision des travailleurs était irrévocable, car pour tenir le coup financièrement, il fallait publier un journal.

FR : Comment avez-vous pensé à relier votre lutte à celle des autres travailleurs ?

C.-O. : Nous voulions populariser notre lutte et nous savions que d'autres entreprises étaient en lutte. Tel que Piron-Bretoncelles, Blaupunkt, etc. ; aussi avions-nous décidé de faire notre journal, un journal reliant les luttes de tous les travailleurs. Nous pensons développer « échos de nos luttes » avec la participation d'autres usines en grève sur toute la France.

FR : Par rapport à votre lutte, que pensent les travailleurs du « Parisien Libéré » ?

C.-O. : Nous sommes allés en délégation au « Parisien Libéré » jeudi dernier. Nous avons été bien accueillis. Les travailleurs du « Parisien Libéré » étaient enthousiasmés par notre journal. Ils vont vous envoyer un article pour « échos de nos luttes ».

Mercredi, une délégation du « Parisien » vient à Caron-Ozanne, nous allons faire ensemble une déclaration à la presse.

FR : Comment dirigez-vous la lutte ?

C.-O. : Nous avons un comité de grève et tous les jours, nous nous réunissons en A.G. L'ensemble des travailleurs y participent. Là nous débattons surtout des problèmes techniques et nous avons du mal parfois à nous exprimer. Nous menons une lutte à l'intérieur pour que règne vraiment la démocratie. Il est vrai qu'il est difficile parfois de faire parler tout le monde, nous progressons en ce moment, et nous luttons pour que tout le monde puisse s'exprimer.

FR : Avez-vous pensé à une éventuelle intervention de la police comme à Chausson ?

C.-O. : Oui, nous y avons pensé, mais jusqu'à présent il n'y a pas eu de réels débats sur ce sujet en A.G. Nous avons l'intention d'en débattre rapidement.

FR : Viendrez-vous à Paris, jeudi, à la délégation de la CGT et de la CFDT ?

C.-O. : Oui, nous viendrons.

Nous avons pris rendez-vous pour jeudi. La section livre du PCR(ml) va populariser la lutte de Caron-Ozanne sur l'ensemble des imprimeries en lutte afin de montrer que l'initiative de Caron-Ozanne peut être reprise. La lutte que mène Caron-Ozanne permet d'ouvrir de nouvelles brèches dans le système capitaliste et d'unir tous les travailleurs en lutte.

VIVE L'OFFENSIVE OUVRIERE !

VIVE CARON-OZANNE !

CARON-OZANNE VAINCRA !

DEMANDE DE CONTACT AVEC LE P.C.R. (ml)

Nom .....

Profession .....

Adresse .....

.....

Envoyez à FR. BP 161
75864 Paris Cedex 18

La chasse aux sorcières dans la CGT lyonnaise

Dans la région lyonnaise, la direction révisionniste de la C.G.T. n'apprécie pas du tout le travail mené par les marxistes-léninistes dans la C.G.T. Dans la dernière période, c'est trois militants dont deux délégués qui ont été exclus de la C.G.T. sur intervention directe des permanents révisionnistes.

■ A Rhodia, ce qui est reproché à notre camarade, c'est d'avoir diffusé pendant des semaines le bulletin de la cellule du Parti, grâce auquel les travailleurs de cette usine ont pu être informés régulièrement de la lutte que menaient leurs camarades de CTA (usine qui fait partie comme Rhodia du trust Rhône-Poulenc).

Les révisionnistes n'ont pas pu supporter que notre Parti rompe l'isolement des différentes usines du groupe qu'ils ont systématiquement organisé.

Les révisionnistes n'ont pas pu supporter que les travailleurs de Rhodia, désireux de soutenir leurs camarades de CTA, lisent attentivement et régulièrement les bulletins de notre Parti.

Les révisionnistes n'ont pas pu supporter que soit ainsi montré à la masse des travailleurs de Rhodia le rôle de sabotage qu'ils ont joué à CTA. Ils ont exclu notre camarade. Des dizaines de travailleurs — dont de nombreux adhérents C.G.T. — ont aussitôt signé une pétition de protestation.

■ A Calor, les révisionnistes ont été encore plus expéditifs. Après un tract du Parti qui appelait les travailleurs à la lutte contre le patron et qui leur demandait de renforcer la C.G.T., section majoritaire de l'usine, les révisionnistes ont exclu une déléguée marxiste-léniniste.

L'argument utilisé pour cela vaut la peine d'être rappelé : ils osent reprocher à notre Parti de vouloir manipuler la C.G.T. et de s'en réclamer alors que fourmillent les exemples de main mise du P«C»F sur cette organisation syndicale des travailleurs.

■ A Brandt, le responsable révisionniste de la section C.G.T. étant vomi par tous les travailleurs, y compris de nombreux délégués C.G.T., le P«C»F a eu peur que les militants C.G.T. mettent à la tête de leur section un délégué syndical, membre de notre Parti.

Ils ont pris les devants et ont exclu le camarade.

Les travailleurs ont fait savoir ce qu'ils pensaient de telles méthodes : ils sont très nombreux à avoir signé une pétition et ils ont élu le camarade délégué à la C.F.D.T.

A ces élections du personnel, la section C.F.D.T., créée il y a 2 ans, est devenue majoritaire, la C.G.T. voyant son pourcentage de voix baisser de manière considérable.

■ A la C.G.E.E., après l'occupation d'une semaine qu'ont menée les travailleurs avec la participation active de la cellule de notre Parti, les révisionnistes, qui ont saboté la lutte de bout en bout, s'apprêtent à organiser de nouvelles exclusions de la C.G.T. : les camarades du Parti se préparent à mobiliser les travailleurs contre ces exclusions.

Pourquoi l'U.D.-C.G.T. prend-elle si peur ? Parce que dans la dernière période, notre parti a développé son travail dans les entreprises de la région, parce que de plus en plus les travailleurs sont sensibles aux arguments développés par notre Parti, parce que de plus en plus nombreux nos camarades participent activement aux sections syndicales C.G.T. et C.F.D.T., et obtiennent la confiance de très nombreux travailleurs. Alors que les propositions de notre Parti rencontrent de plus en plus d'écho, la manifestation du P«C»F sur les libertés n'a réuni qu'un millier de personnes.

Des ouvriers membres du P«C»F n'ont pas jugé utile de s'y rendre. Il est certain que l'extension des luttes, sensible notamment à Villeurbanne et à Vaux-en-Velin ne fera que montrer de plus en plus sous son vrai jour la nature du soi-disant durcissement du P«C»F : soutien en paroles aux luttes, trahison dans les faits.

La chasse aux sorcières ne pourra pas durer éternellement car bientôt ce n'est plus quelques délégués qu'il leur faudra exclure, mais des centaines de militants ouvriers qui se lèvent pour la lutte et qui commencent à rejeter les perspectives de collaboration de classes du révisionnisme moderne.

CHAUSSON

Le P«C»F devra rendre des comptes

Les travailleurs de Chausson ont repris le travail. Pendant huit semaines leur combativité, leur détermination face à la répression, leur unité français immigrés, ont emporté la solidarité de tous. Leur lutte résolue, à un moment où la bourgeoisie multipliait ses appels à la « paix sociale », et appelait les travailleurs à taire leurs revendications sous peine de mettre en danger « notre économie », montrait la voie de l'offensive. Et à Gennevilliers, Asnières, Clichy, de nombreuses usines se mettaient en lutte à leur tour, sur leurs propres revendications : Air-Equipement, Câbles de Lyon, Vélosolex, Autoclem... ouvrant la voie à un mouvement d'ensemble des usines de la région. La lutte de Chausson, c'était très vite devenu une lutte pour toute la classe ouvrière.

Aujourd'hui le travail a repris sans que l'essentiel des revendications soit satisfait (160 F pour les OS au lieu des 250 demandés, jours de grève payés à 35 %...), sans que l'on soit certain que les travailleurs marocains pris en otage par la direction et la justice bourgeoise, ne soient pas expulsés, sans que l'on soit certain que les travailleurs licenciés soient réintégrés. Aussi les travailleurs et en premier lieu ceux de Chausson, demandent des comptes à ceux qui se sont mis à la direction de la lutte, à ceux qui l'ont désorganisée, à ceux qui, tout au long de la grève, ont systématiquement contrecarré les initiatives ouvrières. Ils demandent des comptes à ces messieurs du P«C»F, qui, profitant des postes de direction qu'ils ont accaparés dans la CGT, ont multiplié les obstacles, ont dévoyé leur lutte.

DES LES PREMIERS JOURS DE LA GREVE

Ces obstacles, ces freins, ce refus que ce soient les travailleurs eux-mêmes qui aient la direction de la lutte, on les retrouve dès les premiers jours de la grève.

En effet, c'est sur la base de la méfiance qu'ils avaient vis-à-vis des dirigeants de la CGT, membres du P«C»F, méfiance due aux échecs des luttes précédentes, ou plutôt de ces débrayages routiniers qui n'ont jamais permis d'imposer les revendications, que les travailleurs, au moment même où ils décident la grève illimitée avec occupation, prennent l'initiative de constituer un Comité de grève dans chacune des différentes usines. C'est là la première bataille qu'ils vont devoir mener contre les révisionnistes qui n'ont aucun intérêt à ce que se développe, à côté des organisations syndicales qu'ils dirigent, une structure de lutte qu'ils ne sont pas sûrs de pouvoir diriger ni contrôler. Mais la présence massive des travailleurs immigrés (qui représentent 80 % des grévistes de Gennevilliers) dans ce Comité de grève, la volonté de l'ensemble des travailleurs de participer aux décisions, à la direction de la lutte, font que les révisionnistes se voient contraints de reconnaître l'existence du Comité et même d'y participer. Très vite il apparaît aux travailleurs qui vont aux réunions du Comité que la présence des révisionnistes aux réunions a un but bien précis : contrôler leurs initiatives, leurs tracts, l'animation organisée.

Chaque matin, aux AG, dans les manifestations organisées, les révolutionnaires interviennent, font des propositions pour la lutte : c'est la première attaque en règle des révisionnistes au sein du comité de grève. Leur proposition qui vise à interdire la présence des révolutionnaires aux AG et devant l'usine est désavouée par le Comité.

Le service d'ordre CGT : « nous sommes responsables... » de la garde de l'usine ?

Les révisionnistes n'en restent pas là : ils font tout pour empêcher, pendant 17 jours, la jonction entre les travailleurs de Gennevilliers et ceux d'Asnières. Il faudra attendre l'intervention des CRS à Asnières pour que spontanément, les travailleurs fassent cette jonction.

Dès cet instant, les révisionnistes ne vont plus se contenter de faire obstacle sournoisement à la lutte, ils vont s'opposer ouvertement à toute une série d'initiatives prises par les travailleurs, ils vont s'en prendre directement aux ouvriers combatifs et aux révolutionnaires.

Aussitôt les CRS intervenus à Asnières, notre Parti propose dans ses tracts et ses interventions d'organiser une manifestation sur Gennevilliers. Ces propositions sont reprises au Comité de grève, mais il faut attendre plusieurs jours pour qu'elle soit organisée par les Unions Locales. Et lorsque la manifestation a lieu elle contourne soigneusement l'usine d'Asnières : le service d'ordre fédéral de la CGT fait double rang avec les CRS ! Pour les nombreux travailleurs qui comptaient sur la manifestation pour réoccuper l'usine, c'est la première trahison. A l'intérieur même du P«C»F des militants se posent des questions, manifestant leur réprobation, déchirant publiquement un tract de la CGT qui parle de « négociations », alors que les nervis, les milices fascistes, qui ont remplacé les flics, sont dans l'usine.

Les travailleurs commencent alors à se poser des questions sur la conduite de la lutte. Pourquoi ne pas réoccuper ? Pourquoi avoir attendu si longtemps pour entamer la popularisation ? Pourquoi les Unions Locales n'appellent pas les autres usines à partir en lutte sur leurs revendications propres ? Pourquoi aucun lien n'est établi avec Chausson — Reims, Maubeuge et Meudon ? Autant de questions auxquelles les révisionnistes évitent de répondre.

En riposte aux CRS, les cortèges d'Asnières et de Gennevilliers se rejoignent.

DES COMMANDOS CONTRE LES OUVRIERS COMBATIFS ET LES REVOLUTIONNAIRES.

Le 29 juin, les CRS intervenaient à Gennevilliers. C'est à partir de ce moment que les révisionnistes vont se déchaîner contre les travailleurs, contre les révolutionnaires. En s'opposant à toute riposte, ils vont essayer de diviser les travailleurs, traitant ceux qui se battaient contre les forces de répression de « provocateurs », allant même jusqu'à organiser des commandos contre eux. Alors que la bourgeoisie renforce sa présence policière sur Gennevilliers, alors que ratonnades et « contrôles » se multiplient, il n'est pas rare de voir la voiture des Renseignements Généraux ou celle d'« Ordre nouveau », suivie par celle d'un commando « anti-gauchistes » du P«C»F. Les camarades qui, au sein du Comité de grève, développent les propositions de notre Parti sont menacés, ainsi que de nombreux ouvriers combatifs. Sous prétexte de « liberté du travail », ils organisent, service d'ordre à l'appui, la protection des cadres. Enfin, sans consulter les travailleurs ils se permettent d'engager des négociations, en proposant l'échelonnement des 250 F sur 6 mois, comme la direction, et le paiement des heures de grève à 40 %... Au fur et à mesure que les contradictions se développaient, leur hargne contre notre Parti allait se renforçant : agression de camarades, vol de matériel... et cela au moment même où le P«C»F, hypocritement, se posait en « défenseur des libertés » !

Prenant appui sur la municipalité de Gennevilliers qu'ils contrôlent, ils vont resserrer l'étau de répression autour des travailleurs. Les services d'ordre fédéral et municipal vont rivaliser dans la chasse aux révolutionnaires.

EMPECHER TOUT MOUVEMENT D'ENSEMBLE DE LA CLASSE OUVRIERE.

Intransigeance des patrons, sabotage des révisionnistes, la lutte des travailleurs de Chausson est significative des difficultés auxquelles la classe ouvrière est aujourd'hui confrontée, des obstacles à surmonter.

Du côté des patrons, il apparaît clairement qu'ils obéissent à la même politique, celle définie par le gouvernement capitaliste qui les représente. Politique de force, politique de répression qui trahit l'inquiétude de la bourgeoisie devant la montée des luttes, devant le mécontentement de plus en plus profond et de plus en plus affirmé de la classe ouvrière.

Du côté des révisionnistes, là aussi la tactique se précise. S'ils peuvent pendant un certain temps accompagner les travailleurs dans leur lutte, tenter de se mettre à leur tête, dès qu'il s'agit de remettre en cause fondamentalement notre société, ils montrent leur vrai visage. Qu'il s'agisse de violer la légalité bourgeoise, en réoccupant l'usine d'Asnières par exemple, qu'il s'agisse de remettre en cause les libertés bourgeoises, en empêchant les cadres de travailler, comme à Gennevilliers, qu'il s'agisse de s'affronter aux forces de l'ordre bourgeois, dès qu'il s'agit de faire basculer le rapport de force du côté des travailleurs, les révisionnistes mettent le holà...

Et lorsque les travailleurs, après huit semaines de lutte, posent la question des nouvelles initiatives à prendre, lorsqu'ils se demandent si c'est réellement possible de vaincre Fargeas (patron de Chausson), lorsqu'ils cherchent comment lutter autrement, il est clair que les révisionnistes n'ont d'autre solution à proposer sinon la reprise.

Car aujourd'hui lutter autrement, obtenir la satisfaction de nos revendications, face à la politique concertée du patronat, c'est faire converger nos luttes, c'est réaliser ce vaste mouvement d'ensemble auquel la classe ouvrière aspire.

Parce que, remporter une victoire sur le plan local aujourd'hui est difficile du fait même que la bourgeoisie ne peut se permettre d'accorder satisfaction à telle ou telle usine en lutte sans risquer de voir toute la classe ouvrière exiger les mêmes revendications.

Réaliser ce mouvement d'ensemble, c'est nécessairement surmonter l'obstacle que constituent les révisionnistes, dans nos luttes, dans les caricatures de mouvement d'ensemble qu'ils nous proposent, style journée pique-nique à la Tour Eiffel.

Et si les révisionnistes ne peuvent que proposer des caricatures, c'est précisément qu'ils ont tout à craindre d'un mouvement d'ensemble qu'ils ne sont pas sûrs de contrôler et qui risque de déboucher sur des questions politiques auxquelles ils ne tiennent pas à répondre du fait même qu'elles remettent en cause l'ensemble du système capitaliste dont ils se font les zélés serviteurs.

Aujourd'hui les travailleurs de Chausson doivent tirer le bilan de leur lutte et tirer ce bilan, c'est nécessairement rendre compte du sabotage des révisionnistes.

Oui, messieurs les révisionnistes, messieurs les « élus locaux » de Gennevilliers qui vous êtes donné tant de mal, vous pouvez être sûrs que vous serez récompensés, ...la bourgeoisie sait flatter ses valets quand ils le méritent, d'ailleurs le directeur du personnel a déjà reconnu vos services, lui qui a déclaré que la CGT « avait le mérite d'éviter les incidents »... Mais soyez sûrs que les travailleurs ne se contenteront pas de demander des comptes, soyez sûrs qu'ils sauront venger tant d'années de forfaitures, de collaboration avec la bourgeoisie.

Pierre MOREL

MILICES PATRONALES : des bandes armées pour faire taire la classe ouvrière

L'utilisation par la bourgeoisie des milices patronales prend, ces temps-ci, une ampleur inouie. Les milices sont aussi bien des «sociétés de gardiennage » constituées expressément pour la « sécurité » que des milices intérieures à l'usine, composées de nervis régulièrement payés, comme Tramoni. Par ailleurs, un peu partout, sous la couverture de la CFT et avec un certain nombre de cadres, les patrons ont utilisé des commandos contre les grévistes.

UN PLAN D'ENSEMBLE.

Partout, quelle que soit la forme des milices, leur fonction est identique : briser par la violence fasciste les luttes, agresser les grévistes pour tenter de les terroriser, expulser les ouvriers qui occupent les usines.

C est au fur et à mesure que s'étale l'échec de son chantage à la crise et que les travailleurs entrent de plus en plus nombreux en lutte, que la bourgeoisie recourt à ces procédés. Il s'agit de sa dernière carte, jouée dans une position de faiblesse. Chirac, récemment à la télévision, déclarait qu'il ne voyait pas pourquoi on interdirait l'utilisation de milices, du moment qu'elles « protègent la propriété privée ». De son côté, Ceyrac a qualifié l'utilisation des chiens policiers « d'imprudence psychologique », comme s'il ne s'agissait pas d'une politique réfléchie froidement par le patronat ; son compère Chotard, du CNPF aussi, justifiait d'ailleurs à la télévision l'utilisation des nervis en déclarant « la violence appelle la violence ».

On ne doit donc pas s'imaginer que l'utilisation de milices est, actuellement, une chose marginale. Il suffit de rappeler que toutes les usines automobiles (caractérisées par leur grande concentration ouvrière et une grande combativité) ont recours régulièrement aux services de polices privées pour tenter de briser les luttes ouvrières. On sait qu'à Chrysler il y a eu cette année 1 250 agressions contre des syndicalistes de la part de la CFT ; on se rappelle l'intervention des miliciens de la NOTA à Peugeot St-Étienne en 1973 ; on connait également les mêmes pratiques quotidiennes à Citroën ; à Renault, enfin, Tramoni est resté célèbre pour l'assassinat de Pierre Overney.

LE « GRAND BOOM DE LA SÉCURITÉ ».

Le développement nouveau de l'utilisation des milices date, selon le journal patronal « L'expansion », de 68 : ils appellent cela « le grand boom de la sécurité ». Une société typique de ce « secteur » est l'ACDS dont 20 hommes sont intervenus à Chausson Asnières. Le chiffre d'affaires de cette société, qui emploie 1 880 « gardiens » (dont 80 chiens) a été multiplié par 7 depuis 1968 ; leader de ce marché florissant, elle tient 15 % des dépenses du secteur : 500 millions de francs lourds. Encore ce chiffre ne tient-il pas compte des sociétés d'intérim qui louent des « gardiens » non officiels, embauchés comme OS et touchant une seconde paye clandestine pour espionner les révolutionnaires, rendre compte des moindres mouvements de colère et intervenir comme hommes de main.

L'ACDS prétend ne pas faire de politique : « les convictions politiques de mes gars, ça ne me regarde pas » déclare son directeur à « l'Expansion ». Mais, comme par hasard, les nervis se recrutent chez les anciens militaires, légionnaires, anciens de l'OAS, membres du SAC, etc... On passe des annonces officielles dans « l'Aurore » ou dans « Terre Air Mer » (TAM), journal de l'armée. Par ailleurs, les anciens militaires sont couramment employés directement aux fonctions du service du personnel, dans les entreprises. Il ne s'agit pas d'ailleurs que des sans-grades obscurs : nombre de directeurs de personnel sont d'anciens colonels, généraux, etc... comme le général Feuvrier, directeur du personnel à Peugeot, ancien directeur de la sécurité militaire.

A Peugeot les milices patronales chassées par les ouvriers se réfugient dans les fourgons de la police.

Les « missions » des milices sont variées : elles vont de l'intervention directe à l'espionnage, au renseignement avant l'embauche, au fichage de militants : l'ACDS dispose même d'un ordinateur qui traite des fichiers. Elle n'est pas regardante sur qui l'emploie : son directeur a déclaré : « on protège qui paie, cette année encore nous avons protégé plusieurs stands à la fête de l'Humanité », ce qui, en passant, montre le degré de « défense des libertés » du P«C»F qui tolère, dans sa fête, ceux-là même dont le « travail » est la répression des grévistes.

La liaison entre les milices et les services de police est avérée : à Asnières, à Chausson, les nervis ont été protégés par la police ; à St-Étienne en 73, c'est dans un car de police qu'ils ont quitté l'usine Peugeot, protégés de la colère ouvrière ; récemment encore, un directeur de milice (l'EAS) se réclamait, dans une circulaire publicitaire, de la garantie « morale » d'un membre des RG et d'un commissaire avec qui il assurait avoir « une étroite collaboration ».

Tous ces éléments prouvent que, loin d'être une activité marginale, les milices patronales font partie d'un plan d'ensemble : mettre sur pied de véritable détachements armés destinés à briser les luttes, à infiltrer des espions, à terroriser. Mais ce plan, qui atteste la faiblesse des capitalistes à endiguer la colère ouvrière, ne saurait empêcher le développement des luttes, l'entrée en grève de nouvelles usines et de nouveaux reculs de la bourgeoisie.

Paul LEFORT

L'«AFFAIRE CARLOS» *une vaste provocation*

Au moment où nous mettons sous presse, nous apprenons l'expulsion de trois diplomates cubains accusés d'avoir collaboré avec « Carlos ». La découverte subite par le ministre de l'intérieur des liens entre ce groupe de terroristes et les services secrets d'un pays soumis au social impérialisme soviétique est bien révélatrice.

1) Une fois de plus, du type de pratique du social impérialisme soviétique qui n'hésite pas à favoriser la mise sur pied de tels groupes aux fins de les utiliser pour intervenir dans les affaires d'autres peuples. On sait particulièrement l'intérêt que porte le social impérialisme à discréditer la Résistance Palestinienne et sa lutte pour la libération de toute la Palestine.

2) De la duplicité de la bourgeoisie française qui connaissait pertinemment depuis pas mal de temps déjà, les liens révélés aujourd'hui. Elle n'a pas hésité pourtant à déléguer des agents négocier directement chez Carlos et ses contacts cubains. Elle n'a pas hésité non plus à utiliser à fond les pratiques terroristes de Carlos, pour tenter de discréditer indistinctement la Résistance Palestinienne, les travailleurs en lutte.

La bourgeoisie est en train d'exploiter politiquement toute une série d'attentats qui ont eu lieu récemment : grenade au drugstore de Saint-Germain (15.9.74), prises d'otages à l'ambassade de France à La Haye, attentat contre un Boeing d'El Al à Orly (Janvier 1975), explosion à la gare de l'Est (9.3.75), attentat contre Cabannes (13.6.75). Tous ces attentats ont plusieurs points communs : 1) leurs auteurs ne sont pas retrouvés ou disparaissent ; 2) ce sont des provocations qui à chaque fois visent à déconsidérer une lutte en cours (résistance palestinienne ; soldats ; Parisien Libéré), elles sont dénoncées comme telles par les organisations des travailleurs en lutte ; 3) ils sont exploités de façon systématique par la bourgeoisie dans une campagne alarmiste contre les « extrémismes », toutes tendances confondues, campagne qui précède toujours les mauvais coups contre les révolutionnaires. La dernière en date de ces affaires, l'« affaire Carlos » est venue relancer cette campagne.

L'« AFFAIRE CARLOS » : UNE PROVOCATION DE PLUS.

Le caractère de provocation de l'« affaire Carlos » apparaît clairement du simple exposé des faits.

A la mi-juin paraît-il, la DST apprend qu'un prétendu « agent pro-palestinien » d'origine libanaise, Moukarbel (ou Moukharbal, on ne trouve jamais la même orthographe), doit venir en France. Il faut croire qu'elle avait déjà des relations étroites avec ce monsieur, car en plus de les avoir si gentiment prévenus, le voilà qui se laisse complaisamment filer et photographier en de multiples compagnies. Les policiers eux-mêmes sont forcés d'admettre que c'est surprenant. Le 23 juin ils se décident enfin à l'arrêter. Mais ce n'est qu'à la fin du délai de garde à vue (4 jours) que Moukarbel, pratiquement au moment où il va être libéré, se serait décidé à « donner » son chef, Carlos. Là aussi : bizarre ! Et voilà quatre agents de la DST, plus leur indic, qui s'en vont tranquillement, *sans armes*, interroger le « dangereux terroriste ». Incroyable ! Mais ce n'est pas tout : ils se trompent d'étage et d'appartement, mais trouvent quand même Carlos ! Là les négociations tournent mal et il tue Moukarbel et deux policiers avant de s'enfuir et d'aller tranquillement « mettre à l'abri » son arsenal et ses archives... d'une façon telle qu'elle permet à la DST de les retrouver 2 jours plus tard. Au lieu de brûler ses papiers, il se contente de les déchirer de sorte qu'il suffit à la police d'un peu de scotch et de patience pour reconstituer tout le soi-disant réseau. Le beau « terroriste », le beau « clandestin » que voilà !

UNE CAMPAGNE D'INTOXICATION

Le caractère de provocation de l'affaire apparaît encore plus clairement lorsqu'on voit l'exploitation qu'en fait la bourgeoisie. Pour cela elle a mis en marche tout son appareil idéologique d'Etat, et en particulier sa presse pourrie, qui a ressorti tous ses clichés et ses procédés habituels : mensonge, invention pure et simple, insinuation, amalgame.

Le racisme anti-palestinien et anti-arabe est largement utilisé. Tous les journaux sont d'accord pour dire que les Palestiniens sont responsables de tout le terrorisme dans le monde entier, qu'ils approvisionnent notamment en armes (il leur en faudrait beaucoup !). France-Soir, sans avancer la moindre preuve, et pour cause, accuse la Résistance Palestinienne d'alliance avec les néo-facistes. Tout est fait pour rendre la Résistance Palestinienne responsable d'actes terroristes qu'elle a en fait énergiquement dénoncés comme étant des provocations sionistes. Le démenti de l'OLP est catégorique.

Mais surtout, la bourgeoisie ressort tous ses clichés éculés sur le mouvement révolutionnaire. Il s'agit de le présenter comme un mouvement sectaire, coupé des masses, formé uniquement d'intellectuels et d'étudiants issus de la bourgeoisie, uniquement préoccupés de terrorisme et manipulés de l'étranger. Les révolutionnaires sont présentés comme des « fils à papa » dégénérés ; pour le Parisien Libéré, Carlos est caractérisé par « son papa, riche avocat », ce que souligne aussi l'Aurore, qui signale de plus qu'il vivait à Londres dans un quartier très chic. France-Soir (9.7) signale que Mme Romero impliquée dans l'affaire, est la fille d'un riche avocat. Pour l'Aurore : *« il y a là comme une formule d'envoûtement, une démarche suicidaire de rupture avec le passé, l'éducation reçue, les leçons de tolérance bourgeoise »*, explication très scientifique, on le voit !

La presse bourgeoise en profite aussi pour dire que les révolutionnaires sont des gens prêts à toutes les actions louches de sabotages et attentats et que des agents manipulés de l'extérieur comme Carlos trouvent auprès d'eux complicités et refuge.

Ainsi de calomnie en insinuation, la presse bourgeoise en vient à caricaturer la violence révolutionnaire. Elle tente d'introduire la confusion entre la juste violence révolutionnaire, qui est la réponse des masses à la violence de la bourgeoisie, et les actions provocatrices des terroristes.

LES RÉVOLUTIONNAIRES DOIVENT ETRE VIGILANTS

Les communistes ne sont pas surpris par une telle campagne, son contenu et ses méthodes. Chaque fois que la bourgeoisie est en danger, en position de faiblesse, elle renforce sa dictature. Aussi combine-t-elle trois éléments pour arriver à ce but : réforme du Code Pénal dans le sens d'une plus grande restriction de la liberté ; agressions contre les travailleurs en lutte (CRS, milices patronales, chiens policiers) ; et enfin multiplication de ces attentats terroristes. Ces derniers sont utilisés en combinaison avec des crimes spectaculaires de droit commun (assassinat du juge Renaud) pour créer une atmosphère de violence dont elle s'efforce de faire porter la responsabilité aux travailleurs en lutte et aux révolutionnaires. C'est qu'elle est en difficulté : les travailleurs rejettent massivement sa politique de crise et n'hésitent pas à entrer en lutte contre elle. Face à cela la bourgeoisie n'a plus comme solution que de renforcer son appareil répressif. Pour justifier ce renforcement, elle tire prétexte d'une soi-disant recrudescence de la violence qu'elle a en fait orchestrée elle-même.

Face à cette campagne, les révolutionnaires doivent être vigilants.

L'été est une période que la bourgeoisie affectionne particulièrement pour commettre ses mauvais coups. Poniatowski a prévenu : *« Peut-être sera-t-il nécessaire de modifier et d'adapter notre système légal de manière à mieux protéger les personnes, les institutions et la démocratie, par une riposte plus rapide et plus efficace »*. Il nous faut être vigilants et dénoncer sans faiblir le renforcement de la dictature bourgeoise, véritable visage du « libéralisme » giscardien.

Yves BEAUMONT

DEVELOPPONS LES COMITES DE LUTTE CONTRE LE CHOMAGE

Plus d'un million 200 000 chômeurs, 600 000 jeunes sur le marché du travail en septembre, le chômage doublé de l'inflation : la bourgeoisie a lancé une attaque sans précédant contre les conditions de travail et de vie de la classe ouvrière. Avec le développement du chômage sous toutes ses formes : fermetures d'usines, licenciements, réductions d'horaires, travail intérimaire... la bourgeoisie, dans le même temps où elle veut faire payer le prix de ses difficultés économiques aux travailleurs, compte bien museler la combativité ouvrière. Développer la division entre les travailleurs : entre les ouvriers licenciés et ceux qui « ont la chance » d'avoir encore un emploi dans l'entreprise, entre les ouvriers français et immigrés, entre les travailleurs intérimaires et les autres... ; enterrer les revendications en développant un climat permanent d'insécurité vis-à-vis de l'emploi, par la menace des licenciements : avec le chômage, c'est bien à un chantage constant auquel est soumis la classe ouvrière. « Entrer en lutte, défendre ses revendications c'est risquer du jour au lendemain de se trouver jeté à la rue ; il faut accepter « le moindre mal », c'est-à-dire l'exploitation féroce, parce que c'est quand même mieux à côté de tous ceux qui n'ont plus d'emploi... », c'est un tel raisonnement que la bourgeoisie a voulu que les travailleurs tiennent. Le chantage à la crise a certes pesé dans la classe ouvrière, mais peu à peu au cours des mois, la voie de la riposte s'est affirmée avec force et avec aujourd'hui une ampleur inégalée depuis de très nombreuses années. Aux multiples luttes des ouvriers des petites et moyennes entreprises touchées par les fermetures ont succédé les luttes des ouvriers d'Usinor contre le chômage partiel, des ouvriers de Chausson, des Câbles de Lyon où, aux revendications contre le chômage sont venues s'ajouter l'exigence des hausses de salaire.

Une vaste offensive de lutte contre le chômage se dessine aujourd'hui en France, et la bourgeoisie le sait bien qui n'hésite pas à renforcer sa dictature contre les travailleurs : emploi systématique de la violence policière, des milices fascistes, campagne d'intoxication et de provocations, tout est bon pour tenter de briser et d'isoler les luttes.

Mais ce n'est pas seulement le chantage à la crise, la violence patronale que les travailleurs doivent affronter, dans leurs luttes : les révisionnistes et les réformistes sont là pour tenter de briser de l'intérieur l'élan ouvrier qui grandit. Par delà leurs discours démagogiques les travailleurs peuvent juger ces gens -là sur leurs actes : isolement, cloisonnement des usines en lutte ou opération publicitaire à la Tour Eiffel, cordon « sanitaire » entre les CRS et les travailleurs qui veulent réoccuper leur usine, appel à la reprise alors que les revendications ne sont pas satisfaites comme à Chausson. Leur pratique est là pour tenter de montrer aux travailleurs que finalement lutter ne mène à rien ou presque, que seuls les élus aux écharpes tricolores, les parlementaires, l'action soi-disant « unie » des partis de gauche pourra faire plier quelque peu la bourgeoisie. Par leurs tentatives de démobilisation et de division, c'est finalement la voie de la résignation, de l'acceptation de fait du chantage à la crise que les révisionnistes et les réformistes veulent imposer, à leur manière, à la classe ouvrière : « A quoi bon lutter contre le chômage, puisque finalement cela ne mène pas à grand chose et que nos luttes malgré tout restent dispersées, isolées, autant confier notre sort à ceux qui prétendent nous représenter », voilà ce à quoi ces messieurs voudraient aboutir. Les luttes de plus en plus nombreuses risquent fort de déjouer leurs manœuvres, mais comment, malgré tout, surmonter ces obstacles et ces hésitations mis en place par la bourgeoisie et les révisionnistes ? Répondre à cette volonté de lutte, à cette combativité qui grandit, pouvoir surmonter les obstacles et la division, affirmer dans l'action la voix de la lutte, telles sont les exigences qui s'imposent aux communistes en créant des comités de lutte contre le chômage.

LES PREMIERS PAS DES COMITÉS DE LUTTE

Le travail qui a commencé à s'engager contre le chômage a permis de développer et de renforcer les liens des communistes avec les masses. Partout où le travail a été entrepris, les propositions de notre Parti ont rencontré un large écho. L'intervention dans les files de chômeurs, au porte à porte dans les quartiers, dans les usines ont permis que de multiples discussions s'engagent avec les travailleurs, que de nombreux contacts ouvriers se dégagent de ce premier travail et prennent en main le travail sur le quartier ou leur lieu de travail. De multiples liens ont pu ainsi commencer à être tissés : dans de nombreux quartiers les travailleurs et leur famille nous ont signalé des cas d'expulsion, l'entraide aux chômeurs par la constitution de bourse aux vêtements, de repas gratuits s'est mise en place dans certains quartiers ; aux Ullys, dans la région parisienne, des travailleurs d'une usine qui doit fermer sont venus spontanément trouver le comité de lutte et, avec eux s'est mis en place un comité de soutien à leur lutte. A Paris dans le 19° arrondissement, le comité de lutte envisage, avec les travailleurs d'un chantier, les moyens de s'opposer aux licenciements ; dans beaucoup de foyers de multiples réunions se sont tenues avec les locataires... Ainsi dans de nombreux quartiers un réseau d'information et d'entraide s'est mis en place qui permet de répliquer rapidement aux expulsions, aux licenciements...

Dans le même temps des discussions se sont déroulées à l'intérieur des syndicats : « Faut-il ou non organiser les chômeurs entre eux ou faut-il créer des comités de lutte qui regroupent travailleurs actifs et chômeurs, français, immigrés, femmes de travailleurs, jeunes, tous ceux qui aujourd'hui sont décidés à lutter contre le chômage » L'enjeu de telles discussions est clair : peut-on remporter des succès même limités dans la lutte contre le chômage en maintenant la division existante et voulue par la bourgeoisie entre les chômeurs et les travailleurs actifs ? De nombreux syndicalistes participent au travail des comités de lutte un peu partout en France (à Lyon, Paris, Orléans...). A Roubaix, les syndicalistes révolutionnaires ont participé au comité de chômeurs de la CFDT tout en menant de nombreuses discussions à l'intérieur de ce comité : des syndicalistes CFDT ont rejoint le comité de lutte contre le chômage, il en va de même à Montceau-les-Mines où l'U.L. a décidé de participer au comité de lutte contre le chômage qui s'est mis en place.

Mais les comités de lutte n'ont pas seulement tissé de nombreux liens avec les travailleurs, dans le même temps ils ont engagé l'action : soutien aux usines en lutte, popularisation sur le quartier, mobilisation, contre les expulsions et les saisies de chômeurs qui ne peuvent plus payer leur loyer. (à Paris dans le 20° arrondissement, à Vénissieux (Lyon), à Orléans). Avec les travailleurs logeant dans les foyers, les comités de lutte ont mené l'action contre les expulsions et les hausses de loyer (à Paris dans les 13° et 20° arrondissements, à Nanterre, Roanne...).

Répondre aux besoins des travailleurs, à leur volonté de lutte, là où la bourgeoisie et les révisionnistes veulent diviser, s'unir pour vaincre tel est le sens des actions menées par les comités de lutte.

Les réunions qui se sont tenues ont souvent permis aux travailleurs qui étaient présents d'exprimer largement leurs problèmes, leurs idées ; d'échanger leur expérience, et de briser ainsi l'isolement dans lequel la bourgeoisie et les révisionnistes veulent les maintenir. A partir du travail développé, de multiples questions se sont trouvées posées dans la vie: comment réussir à briser les hésitations qui existent chez les travailleurs ? Comment, sur tel ou tel point particulier faire face aux révisionnistes ? L'unité populaire on en parle mais comment la créer ou l'élargir ? Les travailleurs immigrés, quel travail peuvent-ils développer ? A Orléans par exemple, les travailleurs ont débattu au cours de réunions du problème des travailleurs immigrés, des travailleurs intérimaires, de la lutte à mener contre une expulsion alors que le P«C»F a décidé de mobiliser ses troupes. Des discussions parfois fort animées ont eu lieu, les travailleurs ont pu confronter leurs idées et décider ensemble des actions à tenir. C'est dans cette voie qu'il faut aujourd'hui encore plus s'engager : la plus large démocratie doit régner au sein de ces comités c'est la condition pour que les travailleurs s'approprient largement ces comités et en fassent des armes pour la lutte.

Quelques uns, parmi plus d'un million de chômeurs.

Le rôle des communistes au sein de ces organisations est précisément, en favorisant largement les débats de synthétiser les idées, d'apporter les explications politiques face aux problèmes rencontrés, de concrétiser les idées justes par des propositions d'action. Face à la bourgeoisie et aux révisionnistes c'est un autre type d'organisation de masse, que les travailleurs puissent s'approprier qu'il s'agit de créer ; une organisation qui permette de concrétiser les aspirations des travailleurs à lutter.

DÉVELOPPER L'UNITÉ POPULAIRE

Briser l'isolement et la division que veut instaurer la bourgeoisie vis-à-vis des chômeurs, c'est concrétiser l'unité de la classe ouvrière, l'unité des travailleurs actifs et des chômeurs au sein des comités de lutte, mais cette unité ne doit pas en rester là.

Le chômage ne touche pas seulement les ouvriers eux-mêmes, leur famille est également concernée et c'est ainsi que des femmes de chômeurs, des ménagères participent au travail des comités en distribuant des tracts dans les quartiers, dans les cages d'escaliers, en participant aux réunions. Les petits paysans qui sont rejetés en grand nombre tous les jours vers les usines, les employés (PTT, hospitaliers) dont beaucoup travaillent sous contrat sont également touchés par le chômage. Une volonté de se lier à la classe ouvrière, de mener un combat commun existe fortement chez ces travailleurs et le rôle des communistes est précisément de concrétiser ces aspirations en développant un certain nombre d'actions, en faisant des comités de lutte contre le chômage le lieu où cette unité puisse se réaliser. Les paysans ont montré à maintes reprises leur soutien aux ouvriers par la distribution gratuite de viande, de lait, de légumes... lors des grèves ou dans les quartiers populaires. A Besançon, Bordeaux, Nantes, Montceau-les-Mines... des contacts ont été pris avec les paysans par des comités de lutte qui se sont mis en place et ont prévu toute une série d'actions de ce type. De telles actions permettent, dans le même temps où l'action est développée, que se mènent de multiples discussions entre les paysans et les travailleurs du quartier et, dans les réunions des comités de lutte ouvriers et paysans pouront échanger leur expérience, exposer leurs problèmes, envisager de développer leurs luttes communes...

Dans le milieu hospitalier la formation d'un réseau médical gratuit pour les chômeurs se met également en place à Paris, Montceau-les-Mines...

De la même façon de nombreux intellectuels, enseignants, étudiants, lycéens aspirent à se mettre au service de la classe ouvrière et les comités de lutte contre le chômage doivent permettre de répondre à ces aspirations...

Ainsi une large unité populaire doit se réaliser qui unisse autour de la classe ouvrière d'autres couches du peuple. Cette unité populaire se réalise sur un point précis, le chômage, mais dans le même temps elle permet de concrétiser dès aujourd'hui les alliances de classe nécessaires à la révolution, à l'instauration du pouvoir des ouvriers et des paysans dans notre pays. Les communistes doivent précisément, au cours des luttes contre le chômage qu'ils développent avec les masses, amener les travailleurs à réfléchir au sens de ces actions et de cette unité populaire nécessaire aujourd'hui pour lutter contre le chômage et demain pour instaurer le socialisme en France.

PRÉPARER L'OFFENSIVE OUVRIÈRE

Mais cette unité populaire doit être également le moyen pour transformer le rapport de force entre la bourgeoisie et le prolétariat, pour engager une offensive d'ensemble de la classe ouvrière. Ces derniers mois, la combativité ouvrière ne s'est pas démenti, en ordre dispersé la classe ouvrière a déclenché des luttes mais ces luttes ont de plus en plus tendance à se multiplier et s'unir, la révolte des travailleurs est profonde, la volonté de lutter, malgré les obstacles mis en place par la bourgeoisie et les révisionnistes, s'est affirmée avec force et aujourd'hui, en juillet, plus de 100 usines occupées en France, un mouvement d'ensemble de la classe ouvrière à l'échelle du pays ne peut manquer de se déclencher.

Préparer cette offensive. c'est dès aujourd'hui développer le travail des comités de lutte, commencer à créer l'unité populaire qui, lors de ce mouvement d'ensemble, se posera sur une large échelle. Au cours de ce mouvement, les comités de lutte pourront d'autant mieux répondre à cette situation qu'ils auront engagé déjà un large travail de masse. Ces comités de lutte pourront alors constituer un des moyens nécessaires aux travailleurs pour mener à bien un tel mouvement d'ensemble. Répondre à la situation nouvelle, qui se dessine aujourd'hui en France, préparer cette offensive générale des travailleurs, c'est créer et développer partout les comités de lutte contre le chômage.

POUR L'UNITE DES REVOLUTIONNAIRES

Sept ans après Mai 68, le mouvement révolutionnaire a connu de profondes mutations, mais il existe et sa force ne fait que s'accroître, les sept années ont été fécondes. Elles ont été la condition pour que ce mouvement sorte de son infantilisme primitif, éprouve un à un les dogmes et les principes. A travers les déchirements, les reclassements, les poussées et les échecs, le mouvement révolutionnaire s'engage aujourd'hui dans la nécessaire voie de l'unification. Il est bien temps, si l'on prend toute la mesure de la crise qui mine l'impérialisme français, alors que s'approchent de grands combats et que s'annonce un cours décisif de la lutte de classes.

DE LA CONFUSION A LA CLARIFICATION PROGRESSIVE

L'infantilisme du mouvement révolutionnaire issu de Mai 68 est parfaitement explicable. D'abord parce que l'essentiel de ses forces, l'écrasante majorité de ses militants ont été dégagés dans le cours même d'un mouvement de deux mois qui a vu certes de grandes batailles de la classe ouvrière, mais a été idéologiquement sous l'influence dominante de la petite bourgeoisie intellectuelle. La responsabilité de cette situation incombe en premier chef au révisionnisme qui a définitivement transformé le P«C»F en parti bourgeois pesant de tout son poids sur la classe ouvrière. Aussi, d'un côté la révolte des intellectuels révolutionnaires a-t-elle constitué un élément profondément positif de modification du statu quo imposé au prolétariat par le révisionnisme, l'annonce des bouleversements révolutionnaires provoqués par la crise générale de l'impérialisme ; mais d'un autre côté les caractéristiques de classe de la petite bourgeoisie intellectuelle se sont manifestées avec acuité dans tout le mouvement de Mai 68 et surtout au lendemain de ce mouvement, dans l'organisation des forces qui en étaient issues.

En un sens l'histoire du mouvement révolutionnaire pendant ces sept années est bien l'histoire des hésitations, des enthousiasmes et des découragements, de l'utopie et des velléités caractéristiques de la petite bourgeoisie. En un sens seulement, car c'est avant tout l'histoire de la transition d'un mouvement révolutionnaire petit bourgeois vers un mouvement révolutionnaire prolétarien. Cette transition est aujourd'hui largement engagée dans la France de 1975, où plus de cent usines sont occupées par les travailleurs, alors que les étudiants viennent d'achever une année universitaire sans lutte marquante.

Tout au long de cette transition, les diverses idéologies et les conceptions politiques qui en découlent ont été mises à l'épreuve de la réalité. Cette mécanique complexe, cet ensemble composite que formait le mouvement révolutionnaire au lendemain de 68 a été progressivement ordonné : une véritable sélection naturelle s'est opérée, dans laquelle les idéologies non prolétariennes ont le plus mal résisté. Sans rien dire, la classe ouvrière a rejeté une bonne partie des propositions et des dogmes dont elle ne pouvait rien attendre, parce qu'ils ne faisaient qu'exprimer le révolutionnarisme petit-bourgeois, la révolte impuissante d'une couche sociale mal à l'aise dans la société impérialiste pourrissante, mais incapable de la détruire.

Ainsi l'anarchisme, qui triomphait en Mai 68 ne s'exprime guère à travers les mouvements de plus en plus nombreux et de plus en plus décidés de la classe ouvrière. S'il constitue toujours une dimension politique de l'individualisme, un refus archaïque du processus historique d'avancée vers le socialisme, il ne peut s'appuyer pour apparaître comme force politique sur la classe ouvrière, laquelle n'en est pas au désespoir mais au contraire à la lutte. Aussi l'anarchisme trouve-t-il refuge dans l'expérience des premières révoltes de la jeunesse où il développe une vision pessimiste du monde, coupée de la lutte des classes, d'un romantisme un peu fade. Surtout sert-il de prétexte au reclassement de ce qui constitue le déchet, au sens organique du terme, du mouvement révolutionnaire depuis 68 sous la bannière : faire soi-même sa propre révolution intérieure, c'est un nouveau mode d'adaptation à la société bourgeoise qui prend corps, dans l'attente de la catastrophe nucléaire et dans le désespoir d'une révolution qui ne vient pas assez vite et s'annonce dramatiquement socialiste. De ce fait la place de l'anarchisme dans le mouvement révolutionnaire aujourd'hui n'est en rien comparable à celle qu'il occupait en 68 et au lendemain immédiat de Mai 68. C'est principalement à travers d'autres courants que l'influence des idées anarchistes s'est manifestée, comme par exemple le spontanéisme. Idéologie de la préhistoire du mouvement ouvrier, l'anarchisme est le plus primitif des infantilismes du mouvement révolutionnaire ; son écho relatif dans la petite bourgeoisie correspond à sa faillite dans la classe ouvrière.

LE DECLIN DU TROTSKYSME

Le trotskysme a survécu de manière plus vivace à Mai 68. Prenant appui sur les mouvements de la jeunesse scolarisée en direction desquels il a déployé un vaste travail d'organisation, son représentant le plus prospère, la Ligue trotskyste a pu, (et peut encore dans une moindre mesure) aligner d'assez gros bataillons. La bourgeoisie complaisante a tout fait pour la présenter comme la seule force sérieuse du mouvement révolutionnaire, comme un petit parti en pleine expansion. Etait-ce autour du trotskysme que le mouvement révolutionnaire allait s'assembler ? En fait les travailleurs n'ont rien à faire des conseils de ces messieurs du « Monde » ou d'ailleurs. Il est clair aujourd'hui que le trotskysme bat de l'aile ; malgré une tentative soutenue de déploiement en direction de la classe ouvrière et l'inépuisable mais stérile réserve de militants que constitue le PSU, parti passoire de la social-démocratie de gauche, la Ligue trotskyste ne peut remplir le contrat. Il y a à cela, de bonnes et solides raisons, indépassables pour une organisation trotskyste.

– Si le trotskysme se présente comme un courant critique du réformisme, il entretient avec lui une continuelle relation d'unité et de lutte, de lutte en surface, d'unité en profondeur. La lutte est figurée par l'emploi de la phrase révolutionnaire, de caractère plus militant de l'organisation, le recours à certaines formes de violence. Ainsi beaucoup de critiques adressées par les trotskystes, par exemple au moment des campagnes électorales, aux partis bourgeois de gauche s'appuient sur des constatations que les travailleurs ont pu faire eux-mêmes mais là où le caractère superficiel de leur opposition au réformisme et au révisionnisme se fait jour c'est bien sur l'essentiel.

– D'un point de vue stratégique dans l'énoncé même de leurs propositions, les trotskystes dépendent en tout point des partis traîtes à la classe ouvrière, dans la mesure où ils conditionnent l'établissement du socialisme, dont ils parlent, à l'accession au pouvoir de ces partis. Bien loin de les envisager comme des partis bourgeois disposés à gérer le système capitaliste en s'appuyant pour y parvenir sur les mouvements des luttes de la classe ouvrière, les trotskystes voient en eux une double nature, ouvrier et bourgeois, révolutionnaire et réactionnaire dont le bon côté doit être appuyé et le mauvais pourrait être neutralisé. Toute leur tactique vise à cela : être la mouche du coche, l'aiguillon de l'union de la gauche, bien marquée aux moments des élections ! Au premier tour on critique, au second on soutient. De la sorte le trotskysme est un auxiliaire précieux du révisionnisme.

Toute sa prospérité tient au rejet par une partie des masses du révisionnisme, à un refus encore superficiel des conséquences pratiques de la politique bourgeoise du parti révisionniste. Mais ceux qui se sont écartés du révisionnisme y sont immédiatement ramenés par les trotskystes. Ainsi on ne vote plus Mitterrand de bon cœur par exemple, on vote au second tour par tactique pour un réformiste sur lequel on croit faire ainsi pression. Lieu des velléités et des intentions, on ne saurait dire du trotskysme qu'il a les mains pures, loin de là, mais ce qui est sûr, c'est qu'il n'a pas de mains. Un moment dupe de ces marchands d'illusions, une partie importante des intellectuels révolutionnaires s'interroge aujourd'hui sur le trotskysme. Voilà un utile bilan qu'il faut engager jusqu'au bout. En fait la seule voie qui puisse réaliser l'unité du mouvement révolutionnaire c'est bien la voie marxiste-léniniste. Aller vers l'unité c'est bien déjà rejeter les dogmes, les idéologies, les conceptions politiques qui ne règlent pas les vrais problèmes posés par le développement révolutionnaire. Ce n'est pas additionner le vrai et le faux, le marxisme et le trotskysme ou l'anarchisme ou geindre sur les divisions du mouvement révolutionnaire. C'est d'ailleurs ce que la vie a commencé à trancher.

Beaucoup de militants sincèrement révolutionnaires croient encore que la division qui a longtemps régné dans le mouvement révolutionnaire résulte de vaines querelles de doctrine, d'intérêts de « boutique », de particularismes soigneusement entretenus. C'est pour l'essentiel une vision fausse des choses. Si l'unité crée en effet une dynamique qui a manqué à ce mouvement du fait de ses divisions, cette unité ne peut se réaliser que par la lutte, par la destruction des conceptions politiques erronées. S'entendre sur le processus révolutionnaire en France, ce n'est pas l'affaire d'un quart d'heure, ce n'est pas seulement, ni avant tout, avoir en commun les mêmes références de principe.

LES MOYENS DE L'UNITE

En fait, au bout de sept ans, une première conclusion s'impose : rassembler les hommes, c'est éliminer les idéologies, les conceptions politiques menant le mouvement révolutionnaire à l'impasse ; c'est les unifier sur une ligne, sur les questions essentielles.

A notre avis, ce qui constitue la question de vie ou de mort pour le mouvement révolutionnaire, ce sur quoi il doit se prononcer nettement pour aller de l'avant, faute de quoi il se verra, à la manière de l'anarchisme et du trotskysme, immédiatement disqualifié par la poussée des luttes révolutionnaires de la classe ouvrière, tourne autour des points suivants :

1) clairement définir la contradiction principale en France car c'est clairement définir les liens qu'entretient cette contradiction avec les autres contradictions dans le monde et en France, le degré de développement de la contradiction principale et des autres contradictions.

2) analyser correctement le révisionnisme et le combattre pied à pied.

3) analyser soigneusement la rivalité et la lutte entre les super-puissances soviétique et américaine, mobiliser le prolétariat dans la lutte contre les super-puissances.

4) concrétiser ces bases de lutte, ces points fondamentaux de ligne dans la voie de l'organisation révolutionnaire des masses, développer une large pratique révolutionnaire sur cette base.

Ces quatre points suffisent à délimiter autour de la pierre angulaire que constitue une analyse consciente du révisionnisme et une lutte sans merci contre lui, le cadre de l'unité du mouvement révolutionnaire. Elles en sont aussi, qu'on le veuille ou non, la condition. Aujourd'hui, les chances d'unification de ce mouvement sont certaines. Elles sont conditionnées à ces quatre points :

1) *définir la contradiction principale en France,* son degré de développement, les liens et le degré de développement des autres contradictions: c'est la condition d'une vue claire sur l'ensemble des tâches, des tâches révolutionnaires, des alliances que le prolétariat doit établir pour vaincre. Mal caractériser la contradiction principale, c'est de ce fait, faire, sur toute la ligne, fausse route, quelles que soient les références de principe qu'on adopte. Parmi ceux qui se réclament aujourd'hui du marxisme-léninisme, il en est qui apprécient la contradiction principale dans ce pays en d'autres termes que bourgeoisie-prolétariat, qui la définissent comme opposant les super-puissances au peuple et préconisent sur cette base l'établissement du Front Uni, incluant la bourgeoisie monopoliste. On comprend bien qu'il y a là plus qu'une divergence secondaire entre ceux qui organisent tous leurs efforts autour de la lutte contre la bourgeoisie et ceux qui estiment qu'il faut s'allier à elle dans la lutte contre les super-puissances. La similitude des références de principe n'a plus alors aucun effet pratique. C'est bien le premier problème à régler quand on a en vue l'unité du mouvement révolutionnaire.

2) *analyser correctement le révisionnisme, le combattre pied à pied :* il s'agit là d'éliminer les conceptions trotskystes encore présentes parmi ceux qui ont commencé à s'en dégager, notamment au sein de « Révolution ! » et du courant de la « gauche ouvrière », issu du PSU. Le révisionnisme doit-il être saisi comme un simple réformisme, faut-il le pousser, exercer des pressions sur lui, le mettre au pied du mur, est-ce un parti bureaucratique, coupé des masses, ou le parti de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier, prêt à exercer sa dictature sur les masses ? Faut-il contourner l'obstacle principal qu'il forme à la révolution ou l'affronter constamment, le dénoncer à tout moment aux yeux des masses en sachant bien que la construction d'une force révolutionnaire conséquente ne peut se faire que par la destruction du révisionnisme ?

3) *engager la lutte contre les super-puissances :* c'est analyser correctement la situation mondiale, en finir avec la sous-estimation du social impérialisme, le recours à l'explication qui sous la forme du « stalinisme », en plus de son caractère historique erroné, voilent la véritable nature Impérialiste de l'Union Soviétique et désarment face aux dangers de guerre que font courir aux peuples du monde les super-puissances.

4) *concrétiser ces bases de lutte,* c'est évidemment la condition pour progresser vers l'unité : c'est en effet sur le terrain des luttes, de l'organisation révolutionnaire des masses, et seulement là, que peuvent être jugées les déclarations de principe.

Souscrire à ces quatre points, s'engager dans la discussion, c'est à la fois la condition nécessaire et la condition suffisante pour parvenir à l'unification progressive des révolutionnaires. Toutes les autres questions peuvent alors être réglées aisément. Pour notre part, soucieux de l'unité, nous proposons que s'établisse dès septembre, un débat public sur ces points, entre toutes les organisations qui se reconnaissent dans ce cadre, et que progresse, en liaison avec ce débat, l'unité d'action déjà partiellement engagée sur le terrain.

Il est temps, camarades, de passer aux choses sérieuses. L'heure de la Révolution ne va pas tarder à sonner.

SEPTEMBRE 1975 VOTRE QUOTIDIEN:

EN AVANT VERS LES 50 MILLIONS !

Le Quotidien du Peuple sera une arme, indispensable aujourd'hui entre les mains des masses populaires dans le combat qu'elles livrent contre la bourgeoisie. Et pour faire paraître ce quotidien, nous mènerons une bataille quotidienne contre tous les obstacles que la bourgeoisie dressera contre lui. L'un de ces obstacles, simple, discret, efficace, c'est celui des finances.

Pour vivre, se développer, le quotidien a besoin de l'aide, du soutien de tous ceux qui connaissent aujourd'hui ce projet. Il faut que chacun d'entre vous, selon ses moyens, participe à cette bataille. C'est à cette condition et à cette condition seulement, que ce qui n'est aujourd'hui encore qu'un projet sera une réalité bien vivante fin septembre. Vous qui souhaitez, attendez votre quotidien, vous ne pouvez pas rester à l'écart de ce combat. Un ouvrier se battant seul est faible, ensemble vous êtes une force. Additionnant les contributions de chacun, même les plus modestes, nous serons une force. Même les plus modestes, car c'est du peuple que votre quotidien puisera toute sa vitalité, toute son énergie révolutionnaire.

C'est de cette façon que la première souscription de 25 millions pour le quotidien a été gagnée. Elle a permis déjà l'achat d'une partie du matériel nécessaire à la fabrication du journal.

Début juin, une deuxième souscription, de 50 millions a été ouverte. Déjà aujourd'hui la bataille est engagée. Il faut la poursuivre avec acharnement. Nous devons la gagner.

Un moyen important de gagner ce combat, c'est de faire connaître largement autour de vous, à votre travail, à vos voisins, à vos amis, dans votre famille, là où vous êtes en vacances le projet du Quotidien du Peuple. Ainsi chacun d'entre vous aidera à rassembler des sommes plus importantes que la sienne seule.

Nombreux sont ceux qui sont écœurés par la presse des Amaury, des Prouvost, des Dassault, cette presse qui monopolise les moyens d'expression, pour étaler toute la pourriture de l'idéologie bourgeoise. Dans des journaux remplis aux trois-quart de pages de publicités pour les trusts qui vivent de l'exploitation des travailleurs. Tous ceux qui veulent aider au développement d'une presse du peuple, d'une presse qui exprime la volonté et les aspirations des travailleurs, des masses populaires, apporteront leur soutien à la parution du Quotidien du Peuple.

En remplissant l'objectif des 50 millions pour le Quotidien du Peuple, vous aiderez votre journal à couvrir les frais importants que constituent l'équipement nécessaire à sa fabrication, matériel de composition, d'imprimerie (rotative), laboratoire de photos, etc...

Le Quotidien du Peuple doit paraître et il doit tenir le coup contre toutes les menaces que la bourgeoisie fera peser sur lui. Pour cela il faut lui en donner les moyens, dès maintenant, car le combat sera dur. C'est pour qu'il puisse le commencer et le mener de façon durable qu'il faut vous abonner, dès aujourd'hui. Tout abonnement, qu'il soit d'un an ou de 3 mois, fournira au Quotidien du Peuple les moyens d'équilibrer un budget qui lui permette de vivre sans l'inquiétude du lendemain.

Les masses savent l'arme irremplaçable que constitue le quotidien, elles sauront le défendre, le soutenir.

ABONNEZ-VOUS, SOUSCRIVEZ. COLLECTEZ AUTOUR DE VOUS.

NOUS GAGNERONS LA BATAILLE DES 50 MILLIONS POUR LE QUOTIDIEN DU PEUPLE.

En septembre 75, notre organe central deviendra quotidien.

Nous voulons en faire un quotidien nouveau. Parce que communiste, parce que partant en toute chose, du point de vue de la classe ouvrière, de la masse des exploités. La télévision bourgeoise, les journaux dans les mains des magnats de l'industrie ou de la banque font le silence sur la vie, la lutte du peuple, ils la morcellent en rubriques, ils la dénaturent : nos grèves, c'est la « rubrique sociale », extra-brève, nos camarades tués, mutilés par le capital, ce sont les « faits divers » ; la classe ouvrière, ce sont ses « représentants » complètement embourgeoisés comme Séguy ou Maire, quand ce n'est pas Bergeron, le jaune. Pour notre quotidien, l'essentiel de l'actualité ce sera, à l'opposé, d'abord la vie des masses de notre pays, l'expression de leur haine de classe, de leur révolte, de leur énergie dans la lutte, de leurs espoirs et de leurs aspirations à une société nouvelle.

Chaque jour, cet immense potentiel de révolte trouvera dans notre quotidien son moyen d'expression naturel, sa tribune directe.

C'est à partir de là, que chaque jour, nous pourrons prendre davantage conscience de la pourriture de la société capitaliste, de l'ensemble de ce système intolérable, périmé, d'exploitation, de l'hypocrisie révoltante de ses défenseurs de droite ou de « gauche », de leurs manœuvres et de leurs tractations.

C'est à partir de là que, jour après jour, nous pourrons mesurer l'ampleur des forces neuves qui se dressent pour la lutte et pas seulement dans la classe ouvrière : ici les paysans, qui perdent leurs illusions sur la propriété et affirment leur solidarité avec les luttes ouvrières, court-circuitent au profit des chômeurs, les réseaux de distribution ; là, les jeunes qui se rebellent contre l'embrigadement réactionnaire de l'école, qui refusent de se transformer, dans l'armée bourgeoise, en instruments dociles de l'impérialisme ; là, les femmes du peuple qui remettent en cause l'oppression multiforme qui pèse sur elles et se joignent hardiment au combat révolutionnaire.

Et puis chaque jour, tout ce qui apparaît comme lointain, étranger, dans l'actualité bourgeoise, eh bien, tout cela doit devenir, au contraire, un encouragement direct, au cœur même de nos luttes. A travers le dialogue avec les combattants palestiniens, avec les combattants africains qui ont libéré leur pays, avec les militants antifranquistes, les révolutionnaires portugais, les patriotes de la Martinique, de la Guadeloupe, nous apprendrons à mieux nous battre, nous resserrerons l'unité de combat avec tous ceux de leurs frères, qui sont ici, nos frères de classe.

Le Vietnam, le Cambodge libérés, ce ne seront plus quelques images fugitives, exotiques, mais, à travers un reportage, l'enthousiasme concret, vivant, de peuples qui ont pris en main la construction de leur avenir.

Un tel quotidien sera, dès le début, une arme au service du peuple, pour la Révolution.

Aujourd'hui, les luttes suscitent un grand écho dans la classe ouvrière. Quand les aciéristes d'Usinor engagent la bataille contre le chômage partiel, les sidérurgistes lorrains déclenchent, à leur suite, des grèves. Et des camarades de Fos nous écrivent pour en savoir plus, pour entrer directement en contact avec ceux de Dunkerque. A Dunkerque même, le projet du quotidien communiste intéresse vivement les ouvriers les plus conscients, suscite des abonnements. Pour eux, c'est une nécessité : non seulement pour populariser, pour élargir à toute la France le soutien, mais aussi pour échanger les expériences de lutte, pour les coordonner, ajuster leur cible.

C'est une nécessité surtout pour *débattre* des questions cruciales qui se posent : une victoire, usine par usine, est-elle possible dans la situation actuelle ? Si un mouvement d'ensemble est nécessaire, à quelles conditions sera-t-il possible ? Quels sont les idées, les points de vue, qui y font obstacle ?

A Chausson, les travailleurs se sont heurtés de plus en plus ouvertement aux manœuvres du P«C»F : d'abord, contradictions avec le comité de grève, puis opposition à l'idée de réoccuper Asnières, proposition de négocier l'usine investie par les CRS, jusqu'aux service d'ordre révisionniste qui a renforcé le cordon de flics, jusqu'aux agressions contre les ouvriers les plus combatifs, contre les révolutionnaires.

Mais quels moyens avaient-ils de mettre au clair, jour après jour, les contre-attaques révisionnistes plus ou moins sournoises, de les confronter largement à l'expérience d'autres luttes, à celle de Renault-Billancourt, de Valstar. De tels débats, quotidiens, transformeront la méfiance, l'écœurement, l'hostilité déjà présentes dans la classe ouvrière vis-à-vis du révisionnisme en une volonté consciente de le combattre, en une capacité, sur le terrain, à leur faire échec.

De tels débats contribueront puissamment à approfondir, à une vaste échelle, la conscience qu'une offensive d'ensemble est possible, à préciser ses moyens concrets de lutte, de mobilisation.

Par le quotidien communiste, c'est dans tout le pays, des groupes d'ouvriers, de travailleurs qui pourront s'unifier politiquement, pas à pas, se transformer, avec le Parti, en une force révolutionnaire.

Dans les grands affrontements qui se préparent, ce sera leur quotidien, qui suivra le développement rapide du mouvement, mettra en avant ses fronts les plus avancés, accélérera et multipliera la conscience révolutionnaire, le rejet du révisionnisme, sera un guide pour mener l'offensive.

Ce quotidien nouveau, communiste, notre Parti en prend l'initiative. C'est à vous tous, qui êtes engagés sur la voie de la révolution, d'en faire une arme de combat.

Et ce sera « le Quotidien du Peuple ».

Chômage, répression ouvrière : face à la politique de crise, pour préparer l'offensive ouvrière, riposter tous les jours avec le « Quotidien du Peuple ».

APPEL AUX LECTEURS

Le « Quotidien du Peuple » ne pourra être rédigé sans l'aide multiforme des travailleurs qui le lisent, qui s'en emparent pour en faire une arme de combat. C'est pourquoi il est nécessaire de constituer dès maintenant un réseau dense de correspondants, autour du journal : travailleur qui es prêt à devenir correspondant régulier, pour fournir au « Quotidien du Peuple » des informations sur ton quartier, ton usine, les réalités de la lutte de classe dans ta localité, prend contact avec nous.

Camarade, toi qui as acquis par ta pratique et ton travail, des connaissances approfondies dans un domaine précis (question paysanne, histoire du mouvement ouvrier, cinéma, problèmes scientifiques...) et qui es prêt à collaborer régulièrement pour faire des articles sur ces questions, tu es nécessaire au Quotidien, prends contact avec nous.

Camarades, qui possédez une qualification précise dans les domaines de la fabrication du journal (impression, composition, dactylo...) et qui êtes prêts à la mettre au service du « Quotidien du Peuple », écrivez-nous. Vous pouvez apporter une aide inestimable à notre journal, au succès du lancement du Quotidien.

Camarades, qui avez d'autres suggestions pour participer directement, à une étape ou à une autre, à l'élaboration du Quotidien, écrivez-nous pour nous en faire part. C'est avec votre aide, sous toutes ses formes, que le journal pourra sortir !

Front rouge bi-hebdomadaire en Juin, tri-hebdomadaire en septembre

Un pas vient d'être franchi dans la parution de notre quotidien. En effet, pendant tout le mois de juin et début juillet, la parution, deux fois par semaine, de Front Rouge, a permis de commencer à examiner et à résoudre certains problèmes que pose la sortie d'un quotidien communiste.

Déjà l'accroissement du courrier que ce projet a suscité est un élément qui renforce la possibilité d'atteindre ce but. Les liens se renforcent entre le journal et ses lecteurs ; grâce aux critiques et aux suggestions reçues, Front Rouge a commencé à se transformer. Des tentatives ont été faites pour développer de nouvelles rubriques. Critiques d'émissions de télévision comme « Les Rosenberg », « La condition de la classe ouvrière », qui suscitent un débat chez les travailleurs ; « Le Peuple au Quotidien », qui par son titre indique bien le but de cette rubrique, a été ouverte par « la journée d'un jeune chômeur ». Les rubriques de « Nouvelles brèves » en France et dans le monde qui permettent à votre journal d'informer les travailleurs sur les nombreux événements de la lutte de classe. La parution bi-hebdomadaire a permis de susciter et d'élargir la publication de correspondances de travailleurs.

Pouvant suivre de plus près l'actualité, Front Rouge bi-hebdo a pu rendre compte, par exemple, de la lutte des travailleurs de Chausson et d'en montrer avec plus de précison les différents aspects.

Enfin, dans sa présentation, Front Rouge bi-hebdo a essayé d'être plus attrayant. Une nouvelle présentation de la première page, mettant en évidence les titres et l'objet des principaux articles, a suscité l'intérêt d'un très grand nombre de lecteurs.

Mais sur ce dernier point, comme sur les autres, ce n'est qu'un tout premier pas. Pendant tout le début du mois de septembre, Front Rouge doit paraître trois fois par semaine, afin de poursuivre et renforcer la préparation du quotidien.

Le succès de cette préparation dépend très largement, comme l'expérience du mois de juin le confirme, de l'aide, de critiques et propositions de vous tous, lecteurs de Front Rouge. Le journal a un besoin vital de vos correspondances sur les événements auxquels vous participez, sur les débats, sur les préoccupations, les aspirations des travailleurs avec lesquels vous travaillez, vous vivez. C'est vous qui pouvez, de façon décisive, faire du journal une arme indispensable qui rassemble autour de notre Parti toute l'énergie révolutionnaire des masses : faire du journal le quotidien qui soit un lien vivant unissant les travailleurs dans leur lutte pour la Révolution.

Pour que paraisse en septembre 75

UN QUOTIDIEN COMMUNISTE

EN AVANT VERS LES 50 MILLIONS

Souscrivez – Abonnez-vous

Nom .....

Profession .....

Adresse .....

.....

☐ 1 an : 250 F ☐ 3 mois : 80 F

☐ 6 mois : 150 F ☐ 1 mois : 30 F

Envoyez à FR. BP 161
75864 Paris Cedex 18

prolétaires de tous les pays peuples et nations opprimés unissez-vous !

le quotidien du peuple

mardi 14 oct. numéro 24 1F50

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE(M-L)

Propositions et suggestions des lecteurs

Front Rouge répond de mieux en mieux aux questions d'actualité. Ça nous permet d'avoir un point de vue précis dans les discussions qu'on a au boulot ou dans la rue. Il serait nécessaire d'ouvrir dans vos colonnes une rubrique courrier du lecteur, comme le font certains journaux qui n'apportent que des réponses réactionnaires. Ça permettrait de répondre directement et justement aux questions que se pose la classe ouvrière sur ses problèmes quotidiens (loyer, santé, scolarisation des enfants, impôts, loisirs, transports, alimentation, etc.).

Bien sûr, il ne suffit pas de proposer, mais il faut collaborer et appeler les larges masses à collaborer à la vie de notre journal.

(Roubaix, un ami)

•

Il faut trouver dans le quotidien des rubriques sur les femmes, des enquêtes sur différents aspects de l'exploitation et de l'oppression qu'elles subissent (idéologique, économique, famille, entreprise,...). Des articles sur l'éducation, l'art, la littérature, l'urbanisme, le cadre de vie. Sur les pays socialistes, des articles plus fréquents traitant en détail un aspect particulier (santé, éducation, organisation dans les usines,...).

Les nouvelles en bref sur les peuples étrangers en lutte sont intéressantes et importantes car il est nécessaire de connaître l'avancée révolutionnaire des autres pays. Mais il faut éviter les abréviations qui ne sont pas très largement connues.

(Cellule Cabral, Besançon)

•

Je prends un abonnement pour le quotidien. Mais il faut que le Quotidien du Peuple soit aussi dans les kiosques. Il faut que les travailleurs se familiarisent avec lui, l'achètent un jour, attirés par un titre et y découvrent leurs préoccupations et leurs aspirations. Continuez à mettre des titres qui marquent les faits importants.

(E.S., Drôme)

•

De plus en plus les articles sont mieux étoffés et mieux documentés, proposant des analyses intéressantes, mais le journal est parfois peu attirant pour des questions de mise en page et de choix de caractères.

(Cercle de lecture du 18e avec des ouvriers de l'imprimerie.)

•

De quel quotidien les travailleurs ont-ils besoin ? Nous pensons qu'il doit satisfaire la soif d'éducation communiste que ressentent les travailleurs de notre usine, pour pouvoir combattre la bourgeoisie sous tous ses masques, en passant par Giscard, Neuschwander, Minjoz, Séguy, Maire... Une rubrique régulière pourrait traiter de l'histoire du mouvement ouvrier français, de l'histoire du mouvement communiste international.

Il serait intéressant de publier en feuilleton des livres révolutionnaires. Il nous semble que ce serait bien d'avoir des dessins, des caricatures. Nous allons d'ailleurs en parler à un ami du Parti qui pourrait se mettre au travail. Dans notre lutte, c'est aussi sous formes de caricatures, de dessins que nous nous sommes exprimés.

Tous les samedis, le quotidien pourrait également signaler les livres intéressants à lire (romans, reportages, livres politiques...).

Voici quelques idées. Nous poursuivons la réflexion avec les travailleurs de l'usine. Notre quotidien sera l'affaire de tous : le quotidien du peuple.

Cellule Fernand Yveton (Lip)

•

Il faudrait éditer des autocollants pour la parution du Quotidien du Peuple. Beaucoup de gens, sympathisants, lecteurs du journal seraient prêts à participer à cette popularisation qui prend peu de temps et peut se faire partout.

Par ailleurs, Front Rouge devient plus structuré, plus vivant, plus populaire, mais évitez d'employer des formules peu compréhensibles.

(Un lecteur de Douai)

•

Il faudrait trouver dans le quotidien des rubriques sur l'histoire de la Résistance, de la Commune, des articles sur la vie quotidienne dans les pays socialistes.

Pour conclure ce « courrier des lecteurs » sur la parution du quotidien, nous publions des extraits d'une lettre d'un camarade, ouvrier marxiste-léniniste de longue date, ayant pris un rôle moteur dans le développement des forces marxistes dans notre pays il y a quelques années :

« Je vous apporte quelques critiques fraternelles et constructives qui me tiennent à cœur depuis un certain temps.

J'ai appris qu'un journal communiste devait être une arme tranchante, un outil puissant entre les mains du Parti ouvrier. J'ai appris qu'un journal révolutionnaire devait être vivant, agréable à lire. Je dirais plus : passionnant.

Des feuilles révolutionnaires doivent se lire d'un trait, car elles doivent tout apporter. La vie, le cri, la souffrance, l'indignation, la prise de conscience. Elles doivent jeter la haine sur la classe exploiteuse et ses valets. Ce sont là les sentiments du peuple qui ne se paie pas de phrases pour clamer ses opinions. On doit sentir cela dans un journal ouvrier. Un journal prolétarien doit aussi parler des joies, des victoires, de la vie des travailleurs, de leur famille, de leur vraie vie.

Un journal révolutionnaire doit être éducateur, il doit apprendre aux travailleurs leur histoire, leurs luttes qui sont les fondations sur lesquelles s'appuie le mouvement ouvrier pour aller plus avant.

Il doit aussi être la voix du Parti, de tout le Parti qui pense, organise, se bat.

Et puis le journal doit être polémique. La polémique marxiste qui amène les problèmes, les explique, qui détruit les idées de l'adversaire, cette polémique pleine de vie qui ridiculise l'adversaire, lui règle son compte en apportant les idées, les solutions du Parti.

Et puis la présentation aussi est importante.

Je sais que vous avez d'énormes besoins financiers, mais pour notre cause, pour que l'organe du Parti soit assimilable pour la plus grande masse des travailleurs, il faut y réfléchir.

Bon courage. J'espère beaucoup en vous. »

C.C.

EDITORIAL INTERNATIONAL

TIERS-MONDE ET LUTTE DES CLASSES

Ce printemps, les peuples d'Indochine ont remporté une victoire grandiose en se libérant de l'impérialisme US. C'est un événement très important. Parce qu'il est le fruit d'une lutte armée héroïque, prolongée, menée au prix de mille souffrances. Et pour cela, la libération de Phnom Penh et de Saïgon a réchauffé le cœur des peuples du monde entier. Mais aussi, elle est un pas en avant dans la Révolution Prolétarienne mondiale. C'est dire que la situation mondiale fait un tout, déterminé par le cours de la lutte des classes. Ainsi, nous, marxistes-léninistes, nous disons que le monde est divisé en trois : les deux super-puissances, USA et URSS ; l'Europe et le Japon ; le tiers-monde : Afrique, Asie et Amérique latine. Question de classes. Complexe, certes, mais question de classes.

Le tiers-monde : l'Indochine en fait partie ; c'est là que, ces dernières années, le monde a fait un bond en avant prodigieux. Qu'est-ce que le tiers-monde ? Ce n'est pas une simple notion géographique. Le tiers-monde, c'est un ensemble de pays qui ont été soumis au pillage, à l'oppression, à l'agression depuis la fin du siècle dernier. Par une force de classe qui a visage bien concret : les bourgeoisies impérialistes d'Europe, d'Amérique du Nord et du Japon. Le mouvement de libération nationale des peuples du tiers-monde, qui a porté à cette classe pourrie des coups décisifs, c'est un mouvement mené par des classes, celles qui constituent le peuple dans la révolution nationale démocratique : la classe ouvrière, la paysannerie avant tout, et avec elles la petite bourgeoisie des villes, et certains capitalistes nationaux qui ne sont pas liés à l'impérialisme. Ce sont ces classes sociales qui ont écrit les pages d'épopée des guerres de libération d'Indochine, d'Algérie, des colonies portugaises, et tant d'autres. C'est sous la pression des guerres de libération déjà déclenchées, de la menace de guerres de libération dans les pays encore colonisés, que la bourgeoisie impérialiste a dû se résoudre à « accorder l'indépendance » à de nombreux autres pays, sous peine de se la voir arrachée les armes à la main. A peine de Gaulle avait-il « décolonisé » l'Afrique noire sous domination française que les colonies portugaises se lançaient dans la guerre de libération qui vient de remporter la victoire : preuve que, dans toute l'Afrique, la situation était mûre, que l'impérialisme français a pris ces mesures contraint et forcé par le développement de la lutte des masses africaines.

En « accordant l'indépendance » à toute une série de pays, l'impérialisme s'appuyait encore sur des forces de classes existant dans ces pays : les propriétaires fonciers qui exploitaient les paysans, la fraction des capitalistes (« compradores ») liés à l'exploitation étrangère, les bureaucrates et les traine-sabres élevés dans le sérail des métropoles. Les Thieu au Vietnam, les Tsiranana à Madagascar, les Mobutu au Zaïre, étaient les représentants typiques de ces valets de l'impérialisme. Ainsi, le tableau du tiers-monde est devenu complexe : d'une part, des pays où le peuple a effectivement le pouvoir, comme en Chine et au Vietnam ; d'autre part, des pays où c'est une classe capitaliste nationale, comme en Algérie ; enfin, des néo-colonies, sur lesquelles l'impérialisme conservait sa griffe par l'intermédiaire de ses valets.

Le jeu de ces contradictions de classes n'est pas toujours aussi simple. Mais la contradiction entre les masses populaires et l'impérialisme exploiteur est, fondamentalement, le moteur du mouvement. Prenons l'exemple du pétrole : l'embargo d'octobre 1973 a ouvert une brèche décisive dans la lutte des pays du tiers-monde pour récupérer leurs richesses nationales. A l'origine de cette mesure, il y a la lutte du peuple palestinien et des masses arabes contre le sionisme et l'impérialisme, qui a contraint les régimes arabes à engager la guerre de libération d'octobre 1973.

Dans le cours de cette lutte, le tableau du tiers-monde est devenu encore plus complexe. Certaines couches de la bourgeoisie nationale et de la petite bourgeoisie ont pu mettre à profit l'isolement des valets de l'impérialisme pour les renverser, assez souvent par le moyen des coups d'Etat militaires. Certaines oligarchies féodales et compradores n'ont pas vu d'autre solution que de s'engager dans la voie du développement capitaliste, modifiant ainsi en partie la forme de l'exploitation des masses dans leur pays, en même temps que leurs rapports avec l'impérialisme. Les peuples qui ont, des années durant, fait l'expérience de l'exploitation par un impérialisme ne reconnaissent pas forcément au premier coup d'œil, dans ses rivaux qui cherchent à le supplanter, des ennemis de la même nature. C'est particulièrement vrai à l'époque où l'un des deux grands brigands, la nouvelle bourgeoisie soviétique, se dissimule derrière le passé anti-impérialiste de son pays, du temps qu'il était socialiste.

De ce mouvement multiforme que prend la lutte des classes dans le tiers-monde, une conclusion se dégage : si les pays veulent l'indépendance, c'est, avant tout, *parce que* les nations veulent la libération, *parce que* les peuples veulent la révolution.

Un phénomène nouveau est venu, ces dernières années, bousculer encore cette situation : la constitution du tiers-monde en force politique sur la scène internationale. Cela peut sembler étonnant, la classe ouvrière de Chine, la bourgeoisie nationale algérienne, les féodaux mauritaniens, mènent certains combats communs contre les bourgeoisies impérialistes d'Occident et d'URSS. Là encore, les contradictions de classe sont pourtant à l'œuvre. Les valets de l'impérialisme ont appris à leurs dépens que les masses populaires de leurs pays, aujourd'hui, ne tolèrent plus l'oppression impérialiste. Les Tsiranana à Madagascar, les Fulbert Youlou au Congo, sinistres pantins de l'impérialisme français, ont été chassés par la mobilisation populaire.

Aussi, chaque mesure prise par ces classes contre l'impérialisme, leur ancien tuteur, c'est une victoire qui leur est arrachée au prix du sang et des larmes du peuple. Mokhtar Ould Daddah, président de la Mauritanie, engagé par la bourgeoisie française comme gardien de la mine de la MIFERMA, nationalise cette mine. Bravo. Mais n'oublions pas que, quelques mois plus tôt, les mineurs mauritaniens menaient une dure lutte, noyée dans le sang par le même Ould Daddah, que la colère s'amassait dans la poitrine des paysans mauritaniens acculés à la famine. Ould Daddah nationalise les biens de la MIFERMA, parce qu'il y est contraint par le mouvement des masses.

PAYS BASQUE

Interview de Paulo FOREST

fils de Eva FOREST et Alfonso SASTRE

Depuis des semaines, le Pays Basque vit sous le régime d'exception imposé par le fascisme espagnol. Le 11 juin, il manifestait massivement, malgré et contre la répression qu'il subit. Paulo Forest apporte ici son témoignage sur la vie et la lutte des militants basques et de leurs amis aujourd'hui menacés de mort.

Quelque part au Pays Basque, nous avons rencontré Paulo FOREST, fils de Genoveva FOREST et Alfonso SASTRE, actuellement en France après être resté caché et protégé plusieurs mois en Espagne, du fait de la répression qui s'abat sur sa famille. Il nous a fait le point sur la vague de procès politiques que tente de faire tenir le régime fasciste et sur la nécessité d'une mobilisation internationale des peuples et des travailleurs pour la libération de tous les prisonniers politiques en Espagne.

FR : Pourquoi le régime fasciste de Franco essaie-t-il de tenir ces procès maintenant ?

P. Forest : le régime franquiste profite de la terreur qu'il impose, particulièrement au Pays Basque, pour tenir sa farce judiciaire. Il pense que le climat actuel peut empêcher une mobilisation de masse en Espagne contre ces procès qui visent des militants de l'ETA (comme GARMENDIA) et des militants anti-fascistes (comme ma mère, DURAN...). De plus, la tenue de ces procès lui permettrait de reprendre de l'autorité, de montrer que l'oligarchie au pouvoir n'est pas prête à céder.

Manifestation à Bilbao, au Pays Basque.

LA RÉPRESSION EN PAYS BASQUE DU 25 AVRIL AU 27 MAI : des chiffres qui parlent.

plus de 6 000 contrôles routiers.
1 800 perquisitions.
- 1 200 fouilles et contrôles de lieux publics.
3 200 arrestations.
- 380 emprisonnements.
- 500 cas de tortures.
plus de 1 000 cas de sévices corporels.
45 personnes hospitalisées dans un état très grave à la suite de tortures.
- 18 blessés par balle.

● Enfin, 5 assassinats publics :
- Madame LEIZAR, lors d'une perquisition à ONDARROA, le 28 avril.
MARKIEGUI, 20 ans, militant de ETA à GUERNICA, le 20 mai.
- GARAY LEGARRETA, 53 ans à GUERNICA, le 20 mai.
- SARALEGUI ALLENDE, 42 ans à GUERNICA, le 20 mai.
- ARRIOLA, 19 ans, abattu par balle à ONDARROA pour avoir chanté en basque le 23 mai.

FR : Quand tes parents ont-ils été arrêtés et pourquoi ?

P. Forest : mes parents ont été arrêtés le 16 septembre 1974. Ma mère a toujours défendu et soutenu les peuples qui luttent pour leur libération nationale (comme le Vietnam), comme elle a toujours soutenu la lutte des peuples opprimés, et particulièrement celle du peuple basque contre la dictature franquiste. C'est pour cette unique raison qu'elle a été arrêtée. Quant aux autres personnes arrêtées par la police et détenues, il n'y a aucun motif réel d'arrestation, c'est une machination policière montée de toutes pièces. Par exemple, mon père n'a été détenu que parce qu'il est le mari d'Eva FOREST. Il a d'ailleurs été libéré sous caution depuis.

FR : Depuis les arrestations, que s'est-il passé ?

P. Forest : ma mère, arrêtée à son domicile de Madrid, le 16 septembre 1974, par le Corps Général de la Police, a été immédiatement conduite à la direction générale de la sûreté et mise au secret. Elle a alors été prise en charge par un groupe de policiers de la brigade politico-sociale qui voulait la liquider. Pendant neuf jours, huit à dix policiers se sont relayés et l'ont sauvagement torturée. Ma mère a résisté à ce traitement (17 interrogatoires) et a refusé de signer des déclarations toutes préparées qui l'accusaient de sa participation à l'exécution de Carrero Blanco et à l'attentat de la Calle Del Correo. Ils l'ont alors mise au secret pendant seize jours, après lui avoir déclaré que si elle ne parlait pas, ils s'en prendraient à sa fillette de douze ans.

Quant à Antonio DURAN, ouvrier, leader de la grève de PEGASO en 1968, et des grèves du bâtiment à Madrid en 1971/1972, il a subi le même traitement : interrogatoires, tortures, humiliations... Maria Luz FERNANDEZ a été arrêtée le 25 septembre 1974, elle est restée quatre jours à la direction de la sécurité, puis a été mise au secret. Ma mère, DURAN et FERNANDEZ risquent la peine de mort selon les lois fascistes.

FR : Combien de procès doivent avoir lieu ?

P. Forest : disons que trois procès sont en préparation, concernant trois affaires différentes : l'exécution de Carrero Blanco (revendiquée par ETA), l'attentat de la Calle Del Correo (pour lequel ETA récuse toute participation et appuie la thèse de la provocation policière) et enfin l'exécution de Posadas, tortionnaire de la garde civile.

Combattant anti-fasciste de la guerre d'Espagne.

En ce qui concerne l'exécution de Carrero Blanco, ma mère et DURAN passeront devant un tribunal militaire (conseil de guerre), où les peines sont toujours plus importantes que devant une juridiction civile. Ils sont accusés d'avoir aidé les militants de ETA, et ma mère est de plus accusée d'avoir écrit la brochure de ETA « Pourquoi nous avons exécuté Carrero Blanco ». C'est la peine de mort qui les attend.

Pour l'affaire de la bombe de la Calle Del Correo, il y aura deux procès différents. L'un devant un tribunal militaire, avec ma mère et Antonio DURAN, accusés d'avoir participé à la préparation de l'attentat. Les 15 autres personnes, dont DURAN, passeront devant un tribunal d'ordre public pour complicité. Ils risquent au minimum de très lourdes peines d'emprisonnement. Enfin, il y a le procès en conseil de guerre de deux résistants basques : JOSE ANTONIO GARMENDIA ARTOLA et ANGEL OTAEGUI ETCHEVARRIA. Ils sont accusés d'avoir assassiné à Azpeitia, le 3 avril 1974, le policier-tortionnaire, Posadas Zurron. Le procureur demande la peine de mort pour ces deux militants qui ont été sauvagement torturés (GARMENDIA n'est aujourd'hui qu'en survie, puisqu'on lui a enlevé une bonne partie de la matière grise).

FR : Les procès auraient dû se tenir au mois de juin. Pourtant, ils n'ont pas eu lieu, le régime franquiste ayant reculé devant la mobilisation au pays basque et les manifestations internationales des peuples et des travailleurs.

P. Forest : c'est exact. Les procès ont été repoussés, nous n'en connaissons pas la date aujourd'hui, mais je pense que celui de ma mère aura lieu après ceux de FERNANDEZ, de GARMENDIA et OTAEGUI. La mise en liberté sous caution de mon père est un pas en avant. Aujourd'hui nous pouvons sauver tous les camarades qui sont menacés de la peine de mort. La grève du 11 juin au Pays Basque a montré que les peuples d'Espagne, et particulièrement les travailleurs, se mobilisent contre la répression, la peine de mort, pour les libertés, contre la dictature fasciste. Mais il est important que partout dans le monde et particulièrement en France où les traditions anti-fascistes sont importantes, les peuples, les travailleurs développent la solidarité et le soutien aux prisonniers politiques en Espagne, à la lutte des peuples d'Espagne pour détruire le régime franquiste.

PALESTINE "... on pouvait voir le territoire occupé."

- Témoignage d'un exilé -

En Palestine, au-delà du fedaï qui se bat avec détermination les armes à la main, c'est tout un peuple qui lutte, avec ses joies, ses peines, ses difficultés quotidiennes, et qui renversera tous les obstacles que l'histoire a dressés devant lui pour reconquérir sa terre. En nous parlant de sa vie, simplement, un camarade palestinien nous fait toucher du doigt cette réalité.

Il s'appelle Issa Ali, il a 28 ans, il est Palestinien, militant de la GUPS (Union Générale des Etudiants Palestiniens) à Paris.

« Je suis originaire d'un village à côté de ce qu'on appelle Lod, aujourd'hui. Mon village a été détruit, et, en 1948, j'ai émigré avec mes parents dans la région de Ramallah, c'est là que j'ai vécu.

UNE NOSTALGIE PERMANENTE

Mes parents vivaient dans une nostalgie permanente. Là où je vivais, à Ramallah, c'est une ville en altitude, on pouvait voir le territoire occupé. On allait souvent à Jérusalem, ville divisée en deux en 1948, là on touchait presque physiquement l'occupation. Mais malgré tout, mes parents n'ont jamais essayé de me monter contre les juifs en tant que juifs, et souvent, lorsqu'ils se référaient aux juifs, ils parlaient de nos voisins juifs, de leur vie commune. Il y avait des juifs en Palestine avant 1948 qui disaient aux Palestiniens « Le sionisme, c'est un problème qui dépasse le cadre de ce qui existe là, c'est une conspiration, essayez de ne pas payer trop cher cette conspiration qui nous dépasse ».

A la maison, j'entendais mes parents, mes grands-parents parler du village, de la ferme puis de l'exode de 1948 que je n'avais pas ressenti, j'étais trop petit. D'après tout ce que j'entendais autour de moi, j'essayais de me faire une image de ce qu'était mon village. Chaque fois que je visitais un village de Cisjordanie, je me posais toujours la question « Est-ce que c'est comme celui-là, est-ce qu'il était plus grand, plus petit, les maisons sont-elles les mêmes... ». Mon village, je ne le reverrai jamais, il a été détruit.

VOUS NE POUVEZ PAS SAVOIR QUELLE EXPÉRIENCE HUMILIANTE C'ÉTAIT

A 7 ans, je suis allé à l'école gouvernementale en Cisjordanie. Elle dépendait du régime hachémite. Il y avait une distinction entre réfugiés et non-réfugiés ; et dans le système d'enseignement, on nous camouflait notre identité palestinienne. Tout ce que je savais de la Palestine, c'était par ouï-dire.

C'est la première fois qu'on me demande de parler de mon enfance, mais maintenant, je me rappelle : c'était dans les années 1950, un hiver très dur, très rigoureux, je ne sais plus la date exacte. Il y avait de la neige, des orages, du vent, ce qui fait qu'une nuit, il y a eu une telle tempête, que les tentes des camps de réfugiés d'à côté se sont envolées. Je me rappelle que tous les hommes de Ramallah sont allés secourir et travailler avec les gens du camp pour remettre ces tentes à leur place, dégager la neige...

Paysan palestinien : cette terre qui est la leur.

Tous les mois, j'allais avec ma mère prendre le rationnement de l'UNWRA, l'aide des Nations Unies, vous ne pouvez pas savoir quelle expérience humiliante c'était : aller faire la queue au milieu des soldats ou de la police jordanienne qui était très dure, et où tout le monde essayait d'être le premier parce qu'il y avait des quantités insuffisantes. C'était très humiliant et de plus, ça ne répondait pas à nos besoins, ce n'était pas suffisant. Mais c'était pour nous comme un dû parce qu'on avait subi une injustice. Et ça nous permettait de maintenir le problème au niveau international, comme quoi on était là, existant, exigeant la justice et que l'humanité était en quelque sorte responsable.

Jusqu'à mon adolescence, je me sentais jordanien, mais réfugié palestinien et on avait des espoirs dans la Jordanie, comme on en avait dans tous les autres pays arabes. On entendait toujours parler de la Palestine, du retour ; c'était l'époque de la force du nassérisme, on était tous plus ou moins nassériens animés par l'espoir que le retour allait se faire, que c'était une question de temps.

J'AI RETROUVÉ MON IDENTITÉ PALESTINIENNE

J'ai commencé à participer à des manifestations à l'âge de 14 ans, c'était contre le régime jordanien.

En 1964, l'OLP a été créée. A ce moment-là, ça nous a aidé à retrouver notre identité. Pour nous, le premier congrès de l'OLP à Jérusalem était une sorte de fête où on a retrouvé notre raison de vivre. Mon adolescence, ma prise de conscience coïncident avec la naissance de l'OLP et le déclenchement de la révolution palestinienne par le Fath. C'est au moment où j'ai retrouvé mon identité palestinienne que l'OLP est née et qu'a été déclenchée la première opération et que le mot « fedai » a fait son apparition. On a commencé à entendre parler d'opérations militaires contre l'ennemi sioniste, d'un tel tué, emprisonné chez l'ennemi. Mais malgré la répression du régime hachémite, on parvenait à exprimer notre joie devant les événements.

Je me rappelle en 1965, après la création de l'OLP qui était tolérée à Jérusalem et qui y avait des bureaux, lorsqu'on commençait à faire des manifestations de soutien, il y avait de la répression. Je me rappelle très bien des incidents de Samoa en 1966 quand, à la suite d'opérations du Fath, il y avait des représailles contre les villages de Cisjordanie. A ce moment-là, il y avait eu des manifestations dans toute la Cisjordanie réclamant le renforcement de la frontière, l'armement de la population. Il y eu une répression sauvage. J'avais participé aux manifestations. A l'époque, je ne savais pas ce qu'était la prison, c'est la première fois que j'ai été emprisonné, battu et torturé.

Enfants de l'exil et combattants de l'avenir.

SE RENCONTRER DE TEMPS EN TEMPS

Quand j'ai commencé à militer, pour mes parents il y a eu un sentiment partagé. Pour eux, tout ce qui leur restait, c'était la famille, alors il y a d'abord eu un sentiment de préservation de la famille, ils ne voulaient pas que je cours de risques en m'engageant dans la Résistance. Mais en même temps, ils étaient fiers de mon engagement parce qu'ils considéraient que leur génération n'avait pas pu résister à l'offensive sioniste et que, peut-être, la nouvelle génération pourrait faire mieux.

Je n'avais pas connu l'exode de 1948, mais en 1967, lors de l'agression, j'ai pris part au deuxième exode. J'ai dû quitter la Cisjordanie. Avec ma famille et beaucoup d'autres familles qui avaient connu les massacres de 1948, je suis allé vivre à Amman. Ensuite, une partie de ma famille a pu retourner en Cisjordanie. J'ai une sœur mariée à Ramallah, un frère aux Etats-Unis, ma mère est en Cisjordanie et mon père travaille à Amman, mais ils peuvent se rencontrer de temps en temps.

Moi, j'ai continué mes études à Amman, puis à Damas. A Damas, pour soutenir la Résistance, on vendait des cartes de soutien, on faisait des souscriptions. Après la bataille de Karameh, on a pu réellement rejoindre les rangs de la Résistance, adhérer au mouvement et participer à des entraînements militaires, à des cours d'éducation.

CET ENFANT A GRANDI

Pour nous, le mot Fath a une valeur, une décharge affective énormes. En 1965, lorsqu'on a commencé à parler du Fath, des opérations, on a eu l'impression que le peuple palestinien était comme une femme qui, après plusieurs années de stérilité, accouchait d'un enfant. Aujourd'hui, cet enfant a grandi, il a su s'imposer par son combat. Il a obtenu la consécration par le discours d'Arafat à l'ONU. Maintenant, l'espoir est de plus en plus palpable, tout en sachant qu'il faut encore du temps, on s'est forgé l'arme du combat, celle de la victoire. »

– Recueilli par Christine VAIVRE.

TCHECOSLOVAQUIE 7 ANNEES SOUS LA BOTTE

20 août 68 : vers 23 h., les troupes du Pacte de Varsovie, qui étaient massées et manœuvraient depuis plusieurs semaines sur la frontière, envahissent la Tchécoslovaquie. A 6 h. du matin, le 21 août, le pays est totalement occupé. Les soldats d'URSS, de RDA, de Pologne, de Hongrie et même de Bulgarie violent la souveraineté tchécoslovaque au mépris même de la lettre du Pacte de Varsovie. Des milliers de blindés, des troupes aéroportées, au total plus de 300 000 soldats dont l'essentiel se compose de troupes soviétiques commandées par Gretchko qui a dirigé l'invasion et l'occupation. Gretchko qui croyait bon de prévenir ses cohortes quelques jours avant l'agression : ***« Vous allez entrer en Tchécoslovaquie, vous n'y serez pas accueillis avec des fleurs ».*** Mais la clique révisionniste alors au pouvoir à Prague n'a rien voulu ni pu faire pour mobiliser les masses contre cette occupation. Au contraire, elle s'est empressée d'aller traiter avec les Soviétiques à Moscou, légitimant l'agression et entérinant la « normalisation ».

C'est par ce sinistre « coup d'éclat » que le social-impérialisme manifestait bruyamment son entrée sur la scène de l'histoire. Les puissances occidentales manifestaient une réprobation toute verbale. Moins de 6 mois après l'agression, de Gaulle recevait avec éclat le soviétique Kirilline ; l'américain Rogers fut le premier ministre des Affaires étrangères d'un grand pays occidental à visiter la Tchécoslovaquie « normalisée » ; tandis que dans les milieux impérialistes allemands le projet de règlement des relations avec le Tchécoslovaquie, la Pologne et la RDA prenait vite le pas sur la « réprobation ».

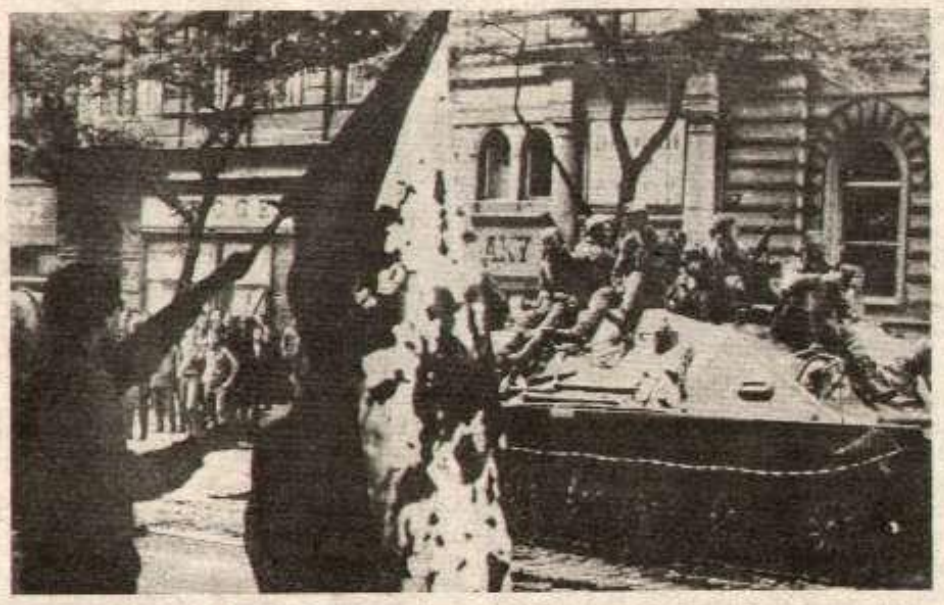
L'invasion et l'occupation de ce pays ne remettaient en cause ni le statu quo de la division de l'Europe en blocs, ni le droit que se sont octroyés les Soviétiques dans la portion qui leur revient, d'y faire régner leur loi impérialiste.

« JA NE OKUPANT, JA METRO ! »

« Je ne suis pas un occupant, je suis là pour construire le métro ! » se lamente un « technicien » soviétique travaillant sur le chantier du métro de Prague, et qu'on affecte de ne pas vouloir servir dans un magasin de la capitale. Cette histoire vraie, traduit on ne peut mieux, les sentiments que le peuple tchécoslovaque nourrit à l'égard des occupants soviétiques. Fin 68, une victoire de l'équipe tchèque de hockey sur glace sur celle de l'URSS avait déclenché de véritables émeutes à Prague : des immeubles où résidaient les occupants soviétiques avaient même été saccagés. En 72, mêmes événements.

A l'occasion du 25e anniversaire des événements de février 48, lors d'un meeting central, Husak se croit tenu d'évoquer « l'aide internationaliste » de l'URSS en août 68. Brejnev qui est présent à la cérémonie, applaudit des deux mains son docile élève, mais un correspondant de presse remarque : ***« Il fut le seul à le faire, et un silence pesant régna à cet instant sur la foule comme à la tribune officielle ».***

Le peuple tchécoslovaque n'est pas prêt d'oublier « l'aide internationaliste » du social-impérialisme !



Les assassins mis en face de leur crime.

« DES JOURS TRANQUILLES ET MEME ENSOLEILLES »

En avril 75, Husak déclarait : ***« Le parti communiste tchécoslovaque a conduit notre société à des jours tranquilles et même ensoleillés » !*** Qu'on en juge : le 25 de ce même mois, le Parlement kollabo adoptait une loi qui instituait la « surveillance judiciaire post-pénitentiaire » de façon à pouvoir surveiller plus étroitement tous les « opposants » et « contestataires ». Le 1er juillet 74, une loi est votée qui renforce le pouvoir de la police, mesure ***« justifiée par l'expérience des années de crise 68-69 »*** : au terme de cette loi ***« le corps de la sécurité nationale et ses membres peuvent porter atteinte aux droits et aux libertés des citoyens si la protection de l'ordre public, la sécurité des personnes et des biens l'exigent ».***

Depuis 69, la répression est insidieuse. Les révisionnistes tchécoslovaques évitent les grands procès politiques publics susceptibles de ranimer dans l'opinion internationale le souvenir de la nature de kollabos fascistes de la clique Husak et de ses patrons. Néanmoins, entre 69 et 71 plus de 500 000 membres du parti révisionniste ont été exclus et radiés, des dizaines de milliers de travailleurs ont été privés de leur emploi parce qu'ils ne se faisaient ni à la « normalisation » ni à l'occupation de leur pays.

LE P«C»F PARTISAN DE LA « SOUVERAINETÉ LIMITÉE »

Bien qu'il ait après l'agression de 68 manifesté une « réprobation » toute verbale (mai 68 était encore proche), le parti révisionniste français a vendu la mèche de ce qu'il pensait vraiment. Le 29 août 73 Marchais déclarait : ***« Nous avons condamné l'intervention, nous ne reviendrons pas sur cette condamnation. Depuis il y a eu un accord entre le gouvernement tchécoslovaque et le gouvernement soviétique... Dans cet accord il est dit que les troupes soviétiques continueront de stationner*** [sic] ***en Tchécoslovaquie et les signataires ont expliqué que cela ne remettait pas en cause l'indépendance du pays ».*** Voilà une logique tout à fait particulière. Marchais oublie, tout simplement, que cet « accord » a été signé par Dubcek et Cernik sous la pression des blindés soviétiques de Brejnev. Autant dire que l'occupation de notre pays par les nazis était « légitime » puisque accordée par le « gouvernement » Pétain–Laval !

7 ans après, la tragédie survenue en Tchécoslovaquie rappelle aux peuples ce qu'il en est des bavardages du social-impérialisme sur la « sécurité », la « coopération » et la « détente » en Europe. Pressions, chantages, diktats, agression et occupation, tels sont les maîtres mots de la politique du social-impérialisme, qui appuie son hégémonie en Europe de l'Est sur des cliques fascistes imposées par lui. Mais chacun des forfaits qu'accomplit le social-impérialisme lui passe une corde de plus au cou ; l'avenir appartient aux peuples, et les jours du social-impérialisme sont comptés.

Hervé GAY

IL Y A TRENTE ANS, HIROSHIMA

par Grégoire CARRAT et Monique CHERAN

un crime sans nom, un chantage contre les peuples

Les victimes d'Hiroshima

Hiroshima, ville de 400 000 habitants, jolie et bien peignée comme le sont les villes japonaises, avec ses centaines d'ouvriers en kimonos qui descendaient au matin, des collines, pieds nus ou montés sur de hautes socques de bois pour aller travailler, vit arriver des avions américains au matin du 6 août, comme tous les autres matins. Les habitants croyaient à un raid ordinaire et s'applatissaient par terre, quand soudain quelque chose d'inhumain s'abattit sur la terre.

Sur 90 000 bâtiments, 65 000 furent détruits.

47 000 cadavres ne purent être identifiés qu'avec difficulté. 17 000 morts furent volatilisés par la chaleur : on n'en retrouva rien. Sur les 100 000 blessés graves, 65 000 devaient mourir dans le mois ; 18 000 sont restés infirmes à jamais.

Le 9 août, la deuxième bombe tomba sur Nagasaki.

Quelle femme de chez nous n'a pas contemplé avec effroi la photo, (publiée partout) de l'enfant japonais « légèrement atteint par des radiations de la bombe ». C'est un monstre sans visage, sans cheveux ni regard, sans sourcils ni dents, un être répugnant, à jamais défiguré, que seule sa mère peut aimer encore.

Les deux bombes atomiques lâchées sur Hiroshima et Nagasaki, en août 1945, massacrèrent plus de 120 000 Japonais. Etait-ce pour écraser définitivement le fascisme ? Non. En réalité, le militarisme japonais, à cette date, était déjà fortement ébranlé. Il ne contrôlait plus le ciel, ses troupes étaient chassées progressivement de toutes les îles du Pacifique. A cette effrayante barbarie des yankees, pas même d'alibi militaire. Les Américains poursuivaient un but précis.

Contre l'Union Soviétique et les peuples.

Ce qu'ils voulaient, c'était, tout en expérimentant la bombe, gagner du temps. Non pas tant sur l'armée japonaise que sur l'armée soviétique, qui devait entrer en guerre contre le Japon deux jours plus tard selon les accords passés, les Américains voulaient donc que la capitulation sans conditions du Japon leur soit remise, à eux seuls ! Pourquoi ? Parce que dès cette époque, l'ennemi principal pour l'impérialisme américain, c'était l'Union Soviétique et que dans sa stratégie d'encerclement de l'URSS, le Japon constituait une pièce maîtresse. L'autre pièce était constituée par le glacis que l'Europe occidentale devait devenir contre l'URSS, du fait de l'occupation militaire américaine.

Dès lors, l'impérialisme US se lança dans une politique de chantage nucléaire. Contre les pays socialistes, contre les pays occupés militairement par les troupes américaines et contre les peuples d'Asie qui étaient entrés en lutte pour leur libération nationale. Il opposa un refus catégorique, malgré la colère des peuples du monde, à la proposition que fit l'Union Soviétique en 1946, de détruire dans les 90 jours les stocks nucléaires et de communiquer les secrets de fabrication des bombes atomiques à toutes les Nations Unies. L'impérialisme US affirmait ainsi qu'il voulait être le gendarme du monde, par la menace atomique que seul, il pouvait brandir. James Pourtham, un des cerveaux en matière de guerre, de l'impérialisme US, écrivait sans se cacher : « le pouvoir transcendant que confèrent les armes atomiques rend politiquement possible la domination du monde par une puissance suffisamment importante pourvu qu'elle détienne le monopole des engins atomiques... Mais le monopole des armes atomiques ne peut être obtenu que par la domination mondiale. »

Le Monopole mis en échec.

Mais ce chantage nucléaire fut mis en échec par trois forces. D'abord, en 1949, l'Union Soviétique fit exploser sa première bombe atomique, brisant ainsi le monopole nucléaire. Staline déclarait que l'arme atomique était pour l'URSS uniquement défensive et ajoutait : les Etats-Unis voudraient avoir « le monopole de la production de la bombe atomique afin d'avoir la possibilité illimitée d'intimider les autres pays et de les soumettre à leur chantage ». Ce monopole était donc terminé.

En Europe, les armes des Etats-Unis étaient dénoncés par l'« Appel de Stockholm ». Une énorme campagne est menée en France par exemple contre le chantage atomique, des millions de signatures sont collectées pour cet appel.

Enfin, malgré les manœuvres d'intimidation telles que la destruction de l'Atoll de Bikini en 1953, les peuples refusaient de se soumettre à la loi yankee. Ils refusaient une « paix », « une sécurité » imposée par la menace de la bombe. Les peuples d'Asie n'abandonnèrent pas leur lutte de libération nationale. La bombe ne put empêcher la Chine de conquérir son indépendance en 1949, pas plus qu'elle ne réussit à empêcher la victoire des patriotes vietnamiens contre l'impérialisme français, pourtant secondé par les USA. La bombe a été incapable de briser la volonté d'indépendance des peuples des Philippines, de l'Indonésie et de l'Inde. L'impérialisme US a plusieurs fois menacé ouvertement d'employer la bombe contre la Corée et la Chine Populaire. Mais la fermeté des peuples coréens et chinois, face à ces tentatives d'intimidation, l'ont contraint à y renoncer. Ce sont ces trois forces qui ont mis en échec, très vite, le chantage américain.

Des chercheurs scientifiques montraient les limites du chantage. L'« Association française des travailleurs scientifiques » déclarait : ***« L'arme atomique est capable de tuer des millions de civils dans les grandes villes, mais elle ne serait pas efficace contre les forces terrestres ou aériennes. Elle n'assure pas l'occupation du terrain détruit. D'autre part, plus une guerre est faite avec des moyens techniques, plus l'armée est vulnérable aux coups des partisans. »***

DE KROUCHTCHEV A BREJNEV : LES «SIRENES» DE LA DETENTE

Quand l'URSS socialiste fait exploser sa première bombe atomique, il n'est pas question pour elle de l'utiliser à d'autres fins que défensives. Tout devient différent avec l'accession au pouvoir de Khrouchtchev et d'une nouvelle bourgeoisie. L'URSS se fait la propagandiste du culte de l'arme nucléaire et utilise elle-même le chantage à la bombe. Les positions du parti révisionniste soviétique sur la question nucléaire, sur le problème de la guerre et de la paix, donnèrent lieu à une âpre bataille, en 1963, lors du débat sur la ligne générale du Mouvement Communiste International.

Khrouchtchev : « la bombe atomique n'observe aucun principe de classe ».

Comme le soulignent les camarades du Parti Communiste Chinois, « selon la direction du PCUS, avec l'apparition de l'arme nucléaire, il n'y a plus de distinction entre guerres justes et guerres injustes », en effet quelles étaient les positions de cette direction ? « La bombe atomique, dit-elle, n'observe aucun principe de classe », « la bombe atomique ne demande pas où est l'impérialiste et où est le travailleur, elle frappe des superficies et c'est ainsi que pour tuer un monopoliste, on détruira des millions d'ouvriers ».

Les communistes chinois à juste titre accusent les révisionnistes de propager l'idée que, « avec l'apparition de l'arme nucléaire, *les nations et les peuples doivent renoncer à la révolution* », « renoncer aux guerres justes que sont la guerre révolutionnaire populaire et de libération nationale ». Combien de fois n'a-t-on pas entendu depuis de mises en garde au peuple vietnamien de la part des révisionnistes, taillées sur le même modèle que celle-là : « Une petite guerre locale quelconque risque d'être l'étincelle qui allumerait la guerre mondiale... Aujourd'hui, n'importe quelle guerre, même quand elle débute par une guerre ordinaire non nucléaire, pourrait se transformer en une guerre destructrice nucléaire et de fusées. Nous détruirions notre Arche de Noé, la terre. »

Le PCC montre au contraire que « les nombreuses guerres de libération nationale et les guerres révolutionnaires populaires qui ont éclaté après la seconde guerre mondiale n'ont pas engendré de guerre mondiale. La victoire de ces guerres révolutionnaires a directement affaibli les forces impérialistes et a considérablement accru les forces en lutte pour empêcher l'impérialisme de déclencher un conflit mondial » et encore « céder en toutes choses devant l'impérialisme ne mène pas à la détente réelle et ne peut que l'encourager à passer à l'agression ».

Dans le même but, les révisionnistes propagent le culte de l'arme atomique qui, seule d'après eux, compte aujourd'hui. Khrouchtchev a même lancé : « Maintenant que nous possédons des armes modernes, *la milice n'est plus une armée, mais tout juste de la chair humaine.* » Contre cela, le PCC affirme : « Les pays socialistes s'appuient sur les forces populaires attachées à la justice, sur la juste politique qu'ils ont adoptée... Aujourd'hui comme hier et dans la réalité de la vie, l'homme est le facteur décisif. Les marxistes-léninistes attachent une grande importance au rôle joué par les progrès techniques, mais il est faux de minimiser le rôle de l'homme et d'exagérer le rôle de la technique. »

Selon les révisionnistes soviétiques, il faut donc s'en remettre à eux, et à l'impérialisme US pour régler les problèmes mondiaux, « nous sommes les pays les plus puissants du monde. *Si nous nous unissons dans l'intérêt de la paix, il n'y aura pas de guerre.* Et si un fou s'avisait alors de déclencher la guerre, il nous suffirait de le menacer du doigt pour qu'il se calme ». Ils parlent d'« un monde sans armes, sans armées et sans guerres » par le « désarmement général et complet ». Les années qui ont suivi ces déclarations ont bien montré leur valeur ! N'assiste-t-on pas à une expansion générale des armements, malgré les dizaines d'accords signés ? « On ne peut gagner la paix mondiale que par la lutte des peuples dans le monde, et non en le quémandant auprès de l'impérialisme », rappelait le PCC.

Cette bataille était d'envergure. La transformation postérieure de l'URSS en pays agressif, social-impérialiste, met en lumière le but recherché par la nouvelle bourgeoisie soviétique, dès l'époque de ce débat. Il s'agissait d'assurer le condominium, le partage du monopole nucléaire pour régenter le monde. Aujourd'hui, l'exacerbation des contradictions entre les deux super-puissances fait réellement courir un danger. Les principes qui ont guidé les communistes chinois dans le débat sont toujours valables. Le peuple vietnamien vient encore de le prouver, par sa victoire.

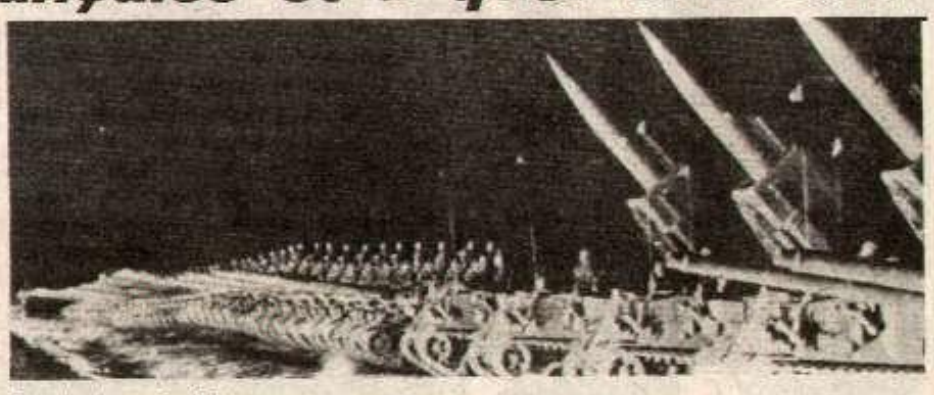
Un théoricien de l'OTAN écrivait : « Staline n'avait rien compris à la signification de l'arme nucléaire... C'est seulement à partir de 1956-1957 qu'a commencé une évolution conceptuelle, dont les conséquences politiques se sont traduites en termes politiques en 1960-1961. »

L'impérialisme US ne saurait mieux dire sa joie de voir un pays, qui avait remis à sa place le chantage nucléaire pendant des années, tomber entre les mains d'une bourgeoisie prête à étouffer toute lutte anti-impérialiste.

Les peuples sont les plus forts.

La bombe française et à quoi elle sert

En 1960, l'impérialisme français faisait exploser sa première bombe atomique. Depuis, il s'est doté d'un arsenal nucléaire assez important : bombes atomiques et à hydrogène, missiles stratégiques, sous-marins à propulsion nucléaire lanceurs de missiles, escadrons de Mirages porteurs de bombes nucléaires, pour ce qui est de la force de frappe « stratégique » ; avions Jaguar et Mirage et fusées Pluton, pour la force « tactique » (susceptible d'être employée contre une armée en campagne, et non dans le but de destruction du territoire ennemi).



Parade des engins Pluton

A quoi sert donc la force de frappe française ?

Tout d'abord, la France demeure un pays impérialiste. Notre bourgeoisie exploite de nombreux peuples, notamment en Afrique. Elle mène une politique de répression féroce, comme on l'a encore vu à Djibouti récemment. Elle poursuit en sousmain une guerre néo-coloniale au Tchad. De ce fait, l'arme nucléaire française est une menace qui reste dirigée contre les peuples. Mais les peuples n'en ont pas peur : est-ce que leurs frères d'Indochine n'ont pas vaincu complètement l'impérialisme US, doté pourtant d'un arsenal atomique bien plus redoutable ? De plus, l'impérialisme français, affaibli, en butte aux entreprises des deux super-puissances, est contraint aujourd'hui d'adopter vis-à-vis du tiers-monde une tactique plus souple. Cette tactique serait irrémédiablement compromise par une agression atomique contre un peuple de cette région.

Mais la bombe atomique française joue aussi et surtout un rôle dans les contradictions inter-impérialistes. L'explosion de la bombe française en 1960 est venue briser le monopole que les deux super-puissances voulaient s'assurer ; elle a encouragé de nombreux pays à refuser de signer les accords « de non-prolifération » que voulaient leur imposer les deux grands brigands. Elle a permis à l'impérialisme français de desserrer l'étau de la pression américaine : c'est pourquoi elle était une des pièces maîtresses de la politique gaulliste. De ce point de vue, cette arme a joué un rôle positif dans l'affaiblissement des super-puissances. Aujourd'hui, l'impérialisme français adopte une politique plus souple à l'égard de l'impérialisme US : parce qu'il a subi des revers dans cette confrontation et parce qu'il craint la menace de l'autre super-puissance sur l'Europe. Mais cette politique de compromis, il cherche encore à la mener sur la base du rapport de forces le plus favorable possible : c'est pourquoi il continue à fourbir son arsenal nucléaire, et rejette pour l'instant toute tentative américaine pour « intégrer » cette arme dans un système atlantique.

En ce sens, l'arme atomique française joue un certain rôle positif dans les contradictions inter-impérialistes. Il reste qu'aucune arme, si puissante soit-elle, ne saurait à elle seule garantir l'indépendance nationale. C'est la classe ouvrière au pouvoir qui sera seule en mesure de le faire d'une façon conséquente. En s'appuyant d'abord sur la mobilisation des masses populaires. Et, secondairement, en utilisant l'arme atomique qu'elle héritera de la bourgeoisie pour briser le chantage nucléaire des super-puissances.

PORTUGAL des camarades marxistes-léninistes répondent à nos questions

A l'heure actuelle, il y a au Portugal plusieurs organisations marxistes-léninistes qui travaillent en vue de réaliser leur unité, de reconstruire un véritable parti communiste, le Comité Marxiste-Léniniste Portugais est une de ces organisations. Nous avons rencontré un camarade du Comité Central du CMLP et un autre camarade qui nous ont accordé cette interview.

Deux éléments jouent un rôle déterminant au Portugal aujourd'hui : le Mouvement des Forces Armées (MFA) et le mouvement des masses. Pouvez-vous d'abord nous parler du MFA ?

Aujourd'hui, le MFA, c'est un mouvement qui s'est différencié au contact des partis et des courants politiques. On y trouve des éléments proches des révisionnistes ou même des membres du P.C.P. ; on y trouve un certain courant tiers mondiste, opposé aux super-puissances, mais sur des bases bourgeoises ; le PS a ses partisans ; il y a aussi une certaine influence, disons, anarcho-syndicaliste. Il y a même des éléments qui sympathisent avec le marxisme-léninisme. Il ne faut pas oublier non plus des éléments réactionnaires traditionnels, qui se taisent aujourd'hui, mais qui sont toujours là. Il y a des casernes de province, à Lamego par exemple, où la droite tient la tête haute, où la liberté d'expression politique n'existe pas du tout pour les soldats, comme du temps du fascisme. Ces gens-là sont bien plus discrets à l'Assemblée Générale du MFA ou au Conseil de la Révolution. Au Conseil de la Révolution, les révisionnistes sont plus forts, et ils sont plus faibles à l'Assemblée Générale, où les tiers mondistes ont plus de poids.

Ces derniers mois, les révisionnistes ont marqué des points. Par exemple, le bulletin des Forces Armées, il y a quelques temps, publiait beaucoup plus d'articles sur l'expérience algérienne, des textes contre les deux super-puissances ; à l'occasion, il parlait favorablement de la Chine. Aujourd'hui, ce ne sont plus que des louanges sur le « socialisme » de l'URSS ; ils ont même publié le discours de Castro où il prétend que « la théorie des deux super-puissances est une supercherie ».

Ce parti révisionniste, qui tente de contrôler le MFA, est-ce qu'il se contente de cela dans sa tentative de prendre le pouvoir ?

Le contrôle du MFA, c'est l'objectif principal : c'est le centre de décision vital. Mais c'est vrai que ce n'est pas tout. Les révisionnistes reconstituent la police politique. Ils ont placé à la tête de la « commission pour l'extinction de la PIDE » (l'ancienne police politique fasciste) un élément à eux. Le but est de garder pour s'en servir, les fichiers où figurent des milliers d'anti-fascistes. Et cela commence à fonctionner : comment est-ce qu'on aurait pu, autrement, aller arrêter chez eux les militants du MRPP qu'on a mis en prison ?

Dans l'économie, le P.C.P. tente de contrôler les grandes entreprises récemment nationalisées, particulièrement les banques, en plaçant des hommes à lui aux postes-clés. Mais ce n'est pas tout. Les révisionnistes s'appuient aussi sur les anciens cadres fascistes, sous le prétexte qu'ils sont indispensables à « la bataille pour la production ». Ainsi, des fascistes notoires ont adhéré au P.C.P. comme moyen de faire carrière.

Dans l'information, les révisionnistes ont tout de suite mis la main sur les grands journaux : le « Diario de Noticias », le « Diario de Lisboa », « O seculo » ; ils contrôlent « Radio Clube », à la télévision, il y a eu un grand scandale : ils avaient établi une liste de gens à éliminer, qui était venue au grand jour.

Et « Republica » ?

« Republica », c'est autre chose. D'abord, au Portugal, ce n'est pas une « affaire » la moitié de ce qu'on en fait en France. Et là, c'est les travailleurs qui s'opposent au PS. Les révisionnistes ne demandent pas mieux que d'en profiter pour faire disparaître le seul quotidien dont dispose leur adversaire, le PS. Mais il ne faudrait pas aller prendre la défense de ce parti. Le PS a volé au secours de l'église portugaise ultra-réactionnaire à « Radio Renaissance » : le PS s'est fait le soutien du fascisme. Ce parti est lié aux impérialismes européens ; pas seulement : à l'impérialisme US aussi. C'est Soarès qui a dit « Entre l'Amérique et la démocratie populaire, je choisis l'Amérique ». Aujourd'hui le PS est le pôle politique autour duquel se regroupe toute la vieille droite.

On a parlé du MFA et des principaux partis bourgeois. Mais ces forces-là ne font pas tout ce qu'elles veulent : il doit leur falloir affronter les masses ?

Les masses ont mis à profit la liberté plus grande pour développer leur lutte. Il faut dire aussi que, dans leur situation, il y a de quoi. Le chômage continue à augmenter, et il atteint aujourd'hui les 300 000 ; 10 % du nombre des ouvriers. Les prix montent aussi. Plus de 7 % rien qu'en mars, ce qui ferait à peu près 100 % sur l'année.

Aujourd'hui, il y a quatre grands mouvements de masse. Le premier, c'est le mouvement gréviste dans les usines ; il ne se passe pas un jour sans une grève, sans une occupation : contre les licenciements, pour les salaires. Ces mouvements se déroulent malgré la loi anti-grève du gouvernement provisoire. A chaque fois, les révisionnistes s'opposent directement à la lutte. Dans les postes, c'était les plus mal payés, les facteurs, qui avaient lancé le mouvement ; et là, les révisionnistes sont allés jusqu'à organiser des manifestations anti-grèves, jusqu'à frapper les grévistes, comme à Viseu ou à Porto. Aujourd'hui, le P.C.P. et d'autres ministres vont à la télévision faire des émissions sur les usines où « la bataille pour la production » marche le mieux. Mais ils ne les font pas dans les grandes concentrations ouvrières, là où la conscience prolétarienne est plus élevée.

L'activité des marxistes-léninistes : meeting de l'UDP.

Le deuxième mouvement, c'est le mouvement des « moradores », des habitants des quartiers populaires, sur les problèmes du logement... A Porto, à Lisbonne, ils occupent les maisons vides, organisent des manifestations, là aussi malgré la loi bourgeoise. Au début, ils ont été réprimés violemment, mais finalement le gouvernement a dû se résigner, et faire semblant de se mettre de leur côté : par exemple, à Porto, par une manifestation, ils ont obtenu la démission du maire PPD (parti réactionnaire). Là encore, le P.C.P. ne peut pas l'empêcher : ses militants de base se retrouvent dans les Comités d'habitants, au côté des révolutionnaires et des autres travailleurs en lutte.

L'activité des marxistes-léninistes : manifestation de la FEC (ml) et du PUP.

Il y a aussi le mouvement d'occupation des terres. C'est très important, parce qu'au Portugal, 30 % des gens sont encore paysans : on ne pourra pas faire la révolution sans les paysans. Au sud, c'est les grandes propriétés de milliers d'hectares, les latifundia. Les paysans ont commencé d'y occuper les terres incultes. Au début, les révisionnistes se sont arrangés pour que ce soit les paysans moyens qui aient l'initiative. Mais aujourd'hui, c'est de plus en plus les paysans pauvres, les ouvriers agricoles qui prennent la tête. Là encore, le mouvement échappe au P.C.P.

Si on prend ces trois mouvements des masses, on voit qu'elles ne se laissent pas arrêter par la légalité bourgeoise ; on voit aussi que le P.C.P. a beau s'y opposer, il ne peut pas les empêcher : au contraire, il se discrédite, il s'isole. De ce point de vue le mouvement syndical est significatif. Au lendemain du 25 avril, les révisionnistes s'étaient infiltrés à la tête de la plupart des syndicats ; aujourd'hui, quand il y a des élections, leurs listes sont souvent battues par des listes révolutionnaires. C'est le cas aux PTT, chez les employés de banque de Porto, où la liste battue est dirigée par l'ancien ministre du Travail, membre du P.C.P., et dans beaucoup d'endroits. Dans la métallurgie du sud, qui est le cœur de la classe ouvrière, l'influence est disputée entre une commission révisionniste et une commission révolutionnaire.

Si l'on fait les comptes, les révisionnistes sont encore de loin les plus forts dans la classe ouvrière : pour le premier mai, leur manifestation était encore importante. Mais la confiance en ces gens-là baisse. On a vu le cas en février, à Lisbonne, avec la manifestation contre le chômage, contre l'impérialisme US (ce jour-là, il y avait des manœuvres de l'OTAN) : le gouverneur l'a interdite, les révisionnistes ont dit que c'était une manœuvre à la Spinola. Mais les masses sont quand même descendues dans la rue, plus de 20 000, beaucoup d'ouvriers. Les marxistes-léninistes y avaient joué un rôle important. Le problème, c'est la clarification politique. Souvent encore, le P.C.P. arrive, pour un temps, à refaire le terrain perdu auparavant. C'est ce qui s'est passé par exemple à la Lisnave – mais ils y sont à nouveau en difficulté. Arracher effectivement la classe ouvrière au révisionnisme, c'est une tâche très importante des marxistes-léninistes.

Division des forces bourgeoises d'un côté, puissant mouvement des masses de l'autre, quel est l'avenir du Portugal ?

On pourrait imaginer qu'il y a quatre solutions possibles : ou bien le retour au fascisme ; ou bien un coup de force révisionniste, le social-fascisme ; ou bien une solution bourgeoise tiers mondiste ; ou bien la révolution. Deux de ces solutions sont inconsistantes. Le social-fascisme : parce que le Portugal reste sous la coupe de l'impérialisme US ; le social-impérialisme se démène pour s'infiltrer, mais il est loin d'avoir pris la place. Le P.C.P. peut bien faire un coup de force ; ce serait l'intervention américaine. La solution tiers mondiste, parce que le Portugal est à la fois un pays industrialisé, et dont l'industrie est très dépendante, pour ses matières premières, ses débouchés, ses pièces détachées, de l'impérialisme. L'alternative est à notre avis : fascisme ou révolution populaire. La condition pour que la révolution l'emporte, c'est avant tout qu'elle dispose de son parti communiste, marxiste-léniniste. C'est à cela que notre organisation travaille, en luttant pour l'unité des marxistes-léninistes.

Justement, où en est-on sur ce point-là ?

Actuellement le mouvement marxiste-léniniste est divisé. Il y a notre organisation, et puis l'ORPCML (qui a constitué l'UDP, qui a eu un député élu), et puis l'OCMLP. Aujourd'hui, ce mouvement marxiste-léniniste, pris dans son ensemble, a une réelle influence de masse. Il joue un rôle dans les luttes ; certaines, importantes, se déroulent sur ses mots d'ordre, sous son impulsion. Des milliers d'ouvriers se reconnaissent dans le marxisme-léninisme. Il faut aussi pouvoir les organiser dans le Parti de la classe ouvrière. Le regroupement des marxistes-léninistes, la discussion et la démarcation politique, la reconstruction du parti communiste, sont la tâche numéro un. La fondation du parti, il ne s'agit pas de la voir comme une perspective à long terme : c'est une exigence immédiate de la lutte des classes. Sans son parti, la classe ouvrière n'aura que des succès passagers. Cette tâche est réalisable, parce qu'il y a un profond désir d'unité chez les militants, parmi les ouvriers communistes, parce que les organisations existantes évoluent effectivement par le moyen de la critique mutuelle fraternelle, et qu'il y a un désir d'unité dans les directions elles-mêmes.

La classe ouvrière a besoin de son parti.

Elle a besoin de ses syndicats de classe, contre le syndicalisme de collaboration.

Elle a besoin de s'organiser contre la « bataille de la production », c'est-à-dire le chômage et les heures supplémentaires.

Contre l'impérialisme et le social-impérialisme, il faut l'indépendance nationale. (Et nous pouvons sur certains points nous allier aux bourgeois tiers mondistes, mais sans illusions, même sur leur capacité à réaliser pleinement l'indépendance, qui ne sera véritablement garantie que par les masses.)

Contre le fascisme et le social-fascisme, il faut la démocratie populaire.

C'est la Révolution, la solution.

Une question brûlante pour la classe ouvrière

Les peuples d'Europe ont les yeux tournés vers le Portugal. Là-bas, un régime fasciste vieux de 50 ans est tombé sous les coups conjugués des peuples de ses colonies africaines et des masses de la métropole. Depuis, la bourgeoisie portugaise se débat dans une crise politique aiguë. Pour la classe ouvrière de France, l'expérience est passionnante. Voilà un pays où le parti socialiste et le parti révisionniste se trouvent au gouvernement : quelle belle occasion pour juger de leur attitude vis-à-vis des masses, pour vérifier dans la vie que ni l'un ni l'autre ne luttent pour le socialisme.

Mais surtout, il est important de voir comment nos frères de classe portugais font face à cette situation nouvelle, comment, confrontés à un gouvernement « de gauche », ils poursuivent opiniâtrement leur lutte et cherchent la voie de la riposte politique. Pour toutes ces raisons, la situation au Portugal est riche d'enseignements pour la classe ouvrière de France.

De plus, la situation au Portugal a des répercussions directes sur la lutte des classes en France. Marchais et Mitterrand, « unis » par le programme commun de gouvernement, ressentent les contre-coups de la lutte féroce que se livrent au Portugal leurs compères respectifs Cunhal et Soarès : l'affaire « Republica » a contribué à aviver leurs divergences.

Mais la situation du Portugal n'est pas unique : il y a peu de temps, sur la rive Nord de la Méditerranée, il y avait trois régimes fascistes. Ceux de Grèce et du Portugal sont tombés ; la bourgeoisie espagnole pourrait bien être en train de préparer la relève du sien. C'est toute une zone d'instabilité qui est en train de se créer, où la domination de l'impérialisme US est remise en cause, où l'autre super-puissance, l'URSS, cherche à profiter de ses difficultés pour se glisser à sa place : une des grandes batailles pour le contrôle de l'Europe se livre entre elles au Portugal, c'est un des foyers possibles de la guerre de rapine dont ces deux grands brigands nous menacent tous.

Entendons-nous. Le Portugal n'est pas la France. Nous ne vivons pas dans un régime fasciste, comme les Portugais on dû le faire si longtemps. Les guerres coloniales se sont terminées pour nous sans qu'une fraction de l'armée y mette fin par un coup d'Etat ; Alors que le Portugal est, jusqu'ici, un pays capitaliste largement dominé par les impérialismes occidentaux, la France, elle, est au contraire une métropole impérialiste. Aussi, dans l'examen de la situation qui règne là-bas, il nous faut bien prendre en compte ses caractères spécifiques. Le rôle particulier du Mouvement des Forces Armées, l'importance de la lutte pour l'indépendance nationale, de la question agraire, par exemple.

Cette question du Portugal n'est pas une affaire de « spécialistes » ; elle concerne les larges masses de la classe ouvrière et du peuple. Tirer les enseignements de la lutte du peuple portugais, la soutenir chaque fois que c'est nécessaire, telles sont nos tâches à tous. En donnant la parole à des marxistes-léninistes portugais, notre Parti ouvre un débat qu'il souhaite le plus large possible.

JEUNES : préparation du camp de loisirs de cet été

Les loisirs, le temps de repos, ne sont pas un cadeau du capitalisme. Depuis toujours la classe ouvrière s'est battue pour les obtenir. Aujourd'hui encore, les travailleurs luttent pour la diminution des horaires sans perte de salaire, pour la cinquième semaine de congés payés. A cette aspiration à des loisirs plus nombreux correspond la recherche de loisirs nouveaux, différents. Les jeunes en ont assez du désœuvrement, des loisirs monotones qui développent des rapports superficiels entre les individus, renforcent l'isolement et font l'apologie de l'individualisme, du racisme et de la violence. Ils en ont assez de passer leurs vacances sur leur lieu de travail ou dans leur HLM pour payer les dettes et parce que les loisirs, source supplémentaire de profits, sont chers. Le camp de loisirs populaires sera le moyen pour les jeunes travailleurs d'apaiser la fatigue due aux cadences infernales, au travail abrutissant, à l'allongement des temps de transport. Il sera le lieu où s'engagera la construction de loisirs fondés sur la réalité, la mobilisation des jeunes pour leur création, leur critique et leur large diffusion.

PROGRAMME DU CAMP

La première activité du camp sera sa construction, la mise en place des tentes, des salles d'activités, de repos et des stands. Elle sera suivie par l'assemblée générale d'ouverture, au cours de laquelle sera discuté le programme et élaboré l'emploi du temps des quinze jours. Une série de propositions d'activités ont déjà été avancées par les camarades : des groupes de théâtre, de chants, de caricaturistes, de théâtre de marionnettes travailleront sur des thèmes précis, tels l'école et les conditions de vie et de travail des jeunes. Des groupes d'enquête seront constitués pour connaître les conditions de vie des paysans du Jura, l'avenir réservé par la société capitaliste aux jeunes de la campagne. Un comité de rédaction sera mis en place pour rédiger et tirer le quotidien du camp qui retracera les activités, fera le point sur l'actualité (notamment l'actualité régionale) sera le lieu de débats entre les jeunes de régions, d'origines et de professions différentes, présents à ce camp. Le sport, les jeux et les concours seront quotidiennement à l'ordre du jour ; au championnat de football succéderont des courses de moto-cross, l'initiation à la spéléologie, au cyclo-tourisme, des concours de ping-pong... Les concours de la photographie insolite et du meilleur reportage, des excursions journalières, des jeux de nuit, un rally surprise de 24 heures organisé au cours du camp, des veillées auxquelles participeront des chanteurs et des groupes folkloriques, une fête populaire tenue dans un village, compléteront le programme des jeux et activités de loisirs.

Ce camp sera aussi le moyen de faire le bilan des luttes engagées par la jeunesse, d'envisager leur avenir, de préparer les victoires. Les apprentis pourront se réunir régulièrement pour échanger leurs expériences de combat, d'organisation, pour poser le problème de la syndicalisation, élaborer une plate-forme revendicative. « Syndicat ou organisation révolutionnaire de masse ? » sera une des questions centrales posées par la commission contre l'armée impérialiste ; comment continuer le mouvement contre le projet Haby à la rentrée ? Quelles formes de luttes contre le chômage ? Autant de questions que traiteront les assemblées régulières de jeunes travailleurs, lycéens, collégiens. Préparer les victoires, c'est aussi s'éduquer auprès des travailleurs qui ont l'expérience du combat anticapitaliste, s'inspirer de leur détermination, de leur courage et de leurs formes de combat. Un meeting des ouvriers et des paysans en lutte, avec des camarades de Lip, d'Usinor, de Liévin, de Bretoncelles..., une journée sur la Résistance, présidée par André Roustan, Président du PCR(ml), avec des résistants venus de toute la France, permettra de cerner la place qu'occupa la jeunesse dans la lutte antifasciste, la place qu'elle occupe dans le combat pour l'instauration en France du Pouvoir des Ouvriers et des Paysans. Un meeting international des cinq continents, avec des camarades iraniens, palestiniens, de Djibouti, d'Amérique du Sud, des jeunes marxistes-léninistes d'Italie et de Belgique montrera que la jeunesse n'est étrangère à aucune lutte de libération des peuples : la jeunesse révolutionnaire de France doit être à la pointe du combat pour le soutien aux peuples en lutte !

Une assemblée générale clôturera le camp, elle tirera le bilan de cette expérience, étudiera les possibilités de son renouvellement dans plusieurs régions, pour développer, partout, sur le front des loisirs, le point de vue et les initiatives des jeunes communistes.

Contre l'isolement, les ghettos, les loisirs bourgeois, en avant pour le camp de loisirs populaires !

Roger AUBERT, membre du Comité National de l'UCJR.

●

Pour toute participation, pour tous renseignements, écrire à Front Rouge, B.P. 161, 75864 Paris Cedex 18.

Prix de participation pour les 15 jours : 200 F.

Possibilité de voyages collectifs, écrire à F. R.

Terrain vague : les loisirs pour les jeunes vus par la bourgeoisie.

LA CONFERENCE MONDIALE DE LA FEMME

c'est la voix des femmes opprimées qui l'a emporté

Il y a quelques jours se terminait à Mexico la conférence mondiale de la femme. C'est la question de l'émancipation des femmes qui était au centre de ses travaux. Dans cette réunion, où les femmes du Tiers-Monde ont joué un rôle déterminant, il n'a pas été question de parler en l'air, de prendre pour cible « les hommes » en général ; on a parlé politique et c'est une excellente chose. F. Giroud, qui prétend en France défendre les intérêts des femmes n'a pas été à son aise : rentrée dépitée à Paris, avant même la fin de la conférence, elle a dédaigneusement déclaré : « tout cela a été grotesque, criard et assez pénible » ; son dépit éclatait car c'est sa conception de la femme, la conception de la bourgeoisie impérialiste, qui a été mise en minorité. Elle aurait bien voulu qu'il s'agisse de parler de l'opposition entre femmes et hommes, qu'on oublie de parler des classes, de l'exploitation des ouvrières et de l'oppression impérialiste, mais c'est le contraire qui a eu lieu. Dépit aussi chez une autre représentante française, C. du Granrut pour qui « la différence la plus sensible » est celle qui sépare les hommes des femmes. Mais la majorité de la conférence a combattu cette conception bourgeoise qui n'a qu'un rôle : entraver le combat des femmes pour leur libération. V. Kapo, déléguée albanaise a remis les choses à leur vraie place : « La première raison de la discrimination » vis-à-vis des femmes, a-t-elle dit, c'est « l'exploitation, l'oppression nationale et sociale ». La déléguée péruvienne a souligné qu'il était vain de souhaiter l'égalité entre hommes et femmes si l'on « se contente de formuler des demandes quant aux conditions sociales des femmes » ; et la déléguée chinoise a affirmé « la voie correcte conduisant à l'émancipation de la femme réside dans l'unité des femmes du monde dans leur lutte contre l'impérialisme, le colonialisme, l'hégémonisme et pour l'indépendance nationale, le progrès social et les droits des femmes ». Face à ces interventions, les impérialistes ont, on les comprend, trouvé la conférence « grotesque ». Les superpuissances se sont trouvées isolées : les USA et Israël furent les seuls à s'opposer à la condamnation du sionisme dans une résolution finale adoptée à une majorité écrasante (89 voix sur 110). La représentante soviétique s'est employée à faire croire que la libération des femmes viendrait de la « détente », mais elle n'a pas été suivie : car en tant que femmes et en tant que membres des peuples opprimés, les femmes du Tiers-Monde ont doublement conscience de la nécessité, pour se libérer, de renverser la double hégémonie américano-soviétique.

Les héroïnes de la conférence n'étaient pas les femmes des pays impérialistes, mais plutôt les femmes vietnamiennes, cambodgiennes, palestiniennes, africaines, sud-américaines. Car il est vrai que c'est dans la lutte pour la libération nationale et le socialisme, que ce soit dans des organisations spécifiques ou dans les partis communistes et les mouvements de libération, que les femmes forgent chaque jour un peu plus les bases de leur libération complète.

Les femmes françaises du peuple, les ouvrières, les employées, les paysannes n'avaient pas la parole à la tribune au nom de la France : une bourgeoise, F. Giroud, était à leur place, place usurpée mais pour combien de temps encore ? Inévitablement la représentante française future fera bientôt cause commune avec les femmes des pays socialistes et du Tiers-Monde, quand dans notre pays se construira le pouvoir des ouvriers et des paysans.

la journée d'un petit producteur laitier

Contraints de quitter la Bretagne, leur région d'origine, Albert et Jeanine exploitent aujourd'hui un élevage de vaches laitières en fermage dans le Limousin. Venus avec 6 millions d'AF il y a quatre ans, ils ont aujourd'hui plus de 15 millions d'AF de dettes. Comment s'explique cette situation ?

Ce n'est pourtant pas faute de travailler. En été, ils sont levés dès 6 h du matin : *« c'est la même chose l'hiver,* explique Jeanine, *parce que nous devons nettoyer toutes les étables chaque matin, vu que nous gardons les bêtes continuellement enfermées et qu'il faut les tenir propres ».* L'entretien des étables et du matériel de traite électrique dure jusque 9 h 30. C'est que les vaches (une trentaine) sont dispersées dans 4 étables. Le transfert du lait jusqu'au refroidisseur où il sera conservé se fait par pots de 20 litres, transportés à la main : *« Un système de transfert direct serait bien sûr plus rapide, plus reposant et plus hygiénique,* explique Albert, *mais ça revient beaucoup trop cher pour nous ».*

Il faut encore nettoyer les étables, faire boire les génisses et s'occuper des deux cochons d'engraissement.

Mais aujourd'hui, avant le petit déjeuner, en hors-d'œuvre, Albert et Jeanine reçoivent la facture de la COPAR : plus de 770 000 AF. Voilà une des sources d'endettement : la COPAR est une coopérative de vente de produits alimentaires pour le bétail, d'engrais et de grains de culture. Mais les dettes s'accumulent et l'exploitation n'est pas suffisamment importante pour y faire face. *« Ça correspond aux 2/3 de la facture totale pour les 7 hectares de maïs que j'ai semés cette année : le grain, les engrais, les produits... Avec la facture précédente, on leur doit pas loin d'un million et demi »,* dit Albert, habitué à recevoir des notes aussi importantes depuis quelques années.

Il faut ensuite s'occuper de la basse-cour, qui fournit un revenu annexe. C'est Jeanine qui le fait pendant qu'Albert s'occupe de l'entretien des prés.

Comme sa charrue s'est cassée, Albert a dû en emprunter une, il doit maintenant remercier le voisin qui la lui a prêtée en journées de travail, pour les foins. Les capitalistes ne sont pas loin pour exploiter la situation : réparation et modification atteindront 400 000 AF, certifie l'agent Mac Cormick local, qui a aussitôt conseillé d'acheter une nouvelle charrue toute neuve à... 1 million d'AF minimum ! Il faudra encore pour la charrue empruntée 80 000 AF d'entretien, tout cela pour 7 hectares de maïs.

A la fin du repas de midi, l'équarisseur vient chercher le jeune veau mort depuis 2 jours d'une malformation. *« C'est gratuit mais nous ne pouvons pas enterrer nos bêtes, même petites, nous-mêmes ; elles servent pour faire du cuir avec la peau et la carcasse est transformée en engrais et en aliments pour le bétail ; il en retire un bénéfice mais pour nous c'est une perte sèche. »* Mais en fait il y a encore une surprise : l'équarisseur exige 20 F pour enlever le veau et 40 F pour toute bête dépassant 150 kg. Il ne fait qu'appliquer les directives des grosses entreprises du cuir, des engrais et des aliments pour bétail comme Sanders, qui donnent comme prétexte que le cuir ne se vend plus et que les produits issus de la carcasse sont en baisse.

Mais les masses travailleuses savent bien que le prix des chaussures et des objets de cuir n'a fait qu'augmenter. De même les engrais, dont certains ont plus que doublé en 1 an et les aliments pour bétail qui accentuent leur tendance à la hausse. Sans doute un effet de la lutte anti-inflation de Giscard !

L'après-midi, Albert va faire les foins chez un voisin qui lui a prêté du matériel, en compagnie de petits paysans retraités qui complètent ainsi leur maigre retraite. Il rentrera tard. Aussi en plus de son travail de mère de famille, Jeanine devra s'occuper des bêtes. La journée s'achève vers 22 h.

Ce soir, ils se couchent en pensant que le million de loyer qu'ils payent pour leurs 40 ha. de fermage est d'autant plus lourd que 6 ha. n'étaient que des joncs et des marécages qu'ils ont dû assainir à leurs frais.

Cette journée, pareille à toutes les autres, montre clairement quelle est la situation de nombreux paysans moyens dans le cadre de la pénétration du capitalisme à la campagne. Ils ont certes du bétail à eux, mais en fait leur exploitation est dans un équilibre précaire et constamment menacé. Les frais d'exploitation sont lourds et les coopératives se conduisent en fait comme n'importe quel négociant capitaliste. Les entreprises de matériel agricole ou d'aliments pour bestiaux sont en réalité les véritables bénéficiaires de ce lourd travail des paysans qu'elles exploitent à tous les stades. Mais la pieuvre du monde paysan, c'est le Crédit Agricole. Il participe aux bénéfices sous forme des intérêts qu'il soutire aux paysans, mais se garde bien de participer aux risques : il a toujours recours aux cautions et retire ses fonds dès qu'il juge que l'affaire n'est plus assez rentable. C'est lui qui profite de l'endettement massif des paysans. Ainsi progressivement, les paysans pauvres et moyens pauvres se rendent compte que le paysan n'est pas véritablement maître de son travail, que le capitalisme sous ses différentes formes (entreprises de fournitures de matériel et d'aliments, coopératives, Crédit Agricole) le ruinent petit à petit, et peu à peu le contraindront à quitter sa terre. Ils se rendent compte que les paysans et les ouvriers sont confrontés au même ennemi, le capital, et que la seule solution est de renverser ce despote, de lui substituer le pouvoir des ouvriers et des paysans.

LIVRES

Manouchian

par Mélinée Manouchian (E.F.R.)

21 février. Chaque année, les travailleurs du monde entier célèbrent cette date, symbole de l'internationalisme prolétarien. 21 février 1944, les 23 FTP du groupe de « Manouche » étaient exécutés. Tous immigrés, ils avaient pris les armes contre la terreur nazie, suscitant la haine de l'occupant et des collabos : la fameuse « affiche rouge » en témoigne.

Mélinée, orpheline arménienne comme Manouchian, a participé à ce combat. Il faut lire son récit, au moment où la bourgeoisie fait tout pour calomnier, pour faire oublier la Résistance. Le récit de Mélinée Manouchian, c'est le récit de l'héroïsme quotidien, de la force de l'idéal communiste.

Les bouts de bois de Dieu

(Presse Pocket)

1947 : de Dakar à Ouagadougou, les cheminots africains des chemins de fer coloniaux français sont en grève. En 5 mois de lutte, les cheminots eurent à affronter la répression coloniale qui alla jusqu'à couper l'eau et les vivres dans les villages africains, le poids des traditions tribales et les tentatives de corruption des dirigeants de la lutte. Ils apprirent beaucoup de cette lutte qui fut aussi celle des femmes africaines, prenant conscience de leur force en organisant une marche des femmes de tout le pays vers Dakar.
La grève fut victorieuse.

Les tambours de la pluie

Ismail Kadaré (Hachette)

1944 : le peuple albanais par sa lutte sans merci s'est libéré lui-même de l'occupation nazie.

1960 : l'Union Soviétique essaie par tous les moyens de faire plier l'Albanie qui s'est dressée contre le révisionnisme. La super-puissance soviétique en sera pour ses frais.

Ce n'était pas la première fois que le peuple albanais avait à lutter pour son indépendance : au XVe siècle, l'empire ottoman lance ses troupes d'élite pour réduire le peuple rebelle :

« Ils ont tout tenté contre nous, depuis les canons gigantesques jusqu'aux rats infectés. Nous avons tenu et nous tenons (...), sur le chemin de la horde démente, il faut bien que quelqu'un se dresse et c'est nous que l'Histoire a choisis... »

C'est cette résistance acharnée que conte Ismail Kadaré à la manière des conteurs de village pénétrant tour à tour dans la ville assiégée et dans le camp de l'immense armée turque.

Une milice patronale : Peugeot

C. Angeli et N. Brimo

C. Angeli et N. Brimo ont récemment publié une courte étude sur la formation et les activités de la milice patronale à Peugeot. En introduction, ils rappellent les assassinats de Beylot et Blanchet et les blessures de Royer et Hardy, dues à la sauvagerie des CRS en 1968. Ils montrent comment les patrons Peugeot (qui n'ont jamais réussi à implanter la CFT dans leurs usines) ont décidé de mettre sur pied la milice à la suite d'une grève de pistoleurs, victorieuse, en 1969. C'est alors en effet, qu'ils créent la milice Peugeot, en collaboration avec la société NOTA officiellement intérimaire, deux milliards de chiffre d'affaires. Ils engagent ainsi, parmi les repris de justices (« les Niçois ») des prétendus OS payés à ne rien faire à tarif double, à condition de moucharder, d'espionner et de jouer à l'occasion les hommes de main. Les auteurs montrent le détail sordide de la vie quotidienne de la milice ; ils retracent en particulier l'intervention fasciste à St-Étienne en 1973, contre les grévistes. Des nervis recrutés de partout, en particulier avec l'aide de la CFT, ont investi ce jour-là l'usine en expulsant et agressant les travailleurs qui l'occupaient. Mais la police, la justice complices des agissements de la NOTA, ont dû ouvrir une information judiciaire, à cause du fait que les ouvriers ont capturé des nervis après avoir investi l'usine en contre-attaquant : miraculeusement l'affaire fut amnistiée avant d'être jugée, à la suite de l'élection de Giscard.

Le livre a pour grand mérite, de montrer qu'il y a là une politique consciente de l'état major de Peugeot, et qu'il ne s'agit pas de bavures comme on voudrait le faire croire. C'est un exemple éclatant de la violence quotidienne du capital qui va jusqu'aux agressions fascistes, aux coups de main.

Jacquou le Croquant

Eugène le Roy

La France paysanne de la Restauration, les féodaux redressent la tête et voudraient bien reprendre leurs anciens privilèges. Jacquou, fils et petit-fils de paysans révoltés vengera son père mort aux galères et prendra la tête d'une révolte qui aboutira à l'incendie du château du féodal et mettra en déroute toute sa famille.

La campagne française a bien changé depuis, mais la description qui en est faite permet d'en comprendre certains aspects toujours vivants. « Jacquou n'est pas mort. » A la suite du feuilleton télévisé tiré du roman d'Eugène Le Roy, ce n'est pas un hasard si les paysans se sont reconnus dans cette révolte : ils ont certes changé d'oppresseurs, mais pour eux le combat de Jacquou doit se poursuivre tant que d'autres s'enrichiront sur leur sueur.

« Jacquou le croquant » de Eugène Le Roy édité en livre de poche.

Romans Policiers

Un roman policier, c'est la plupart du temps un moyen facile de faire passer deux heures en train. Le plus souvent on prend au hasard et on tombe sur un de ces « romans » raciste, anticommuniste et au demeurant complètement stupide, genre SAS ou OSS 117.

Quelques rares romans policiers échappent cependant à la règle. Parmi les plus intéressants, citons ceux de Dashiell Hammett et de Raymond Chandler qui nous restituent les USA des années 20 et 30. A travers leurs romans dans un style direct, qui claque comme une rafale d'arme automatique, ils dévoilent sans complaisance les rapports étroits qui lient politiciens et gangsters, policiers et juges, tenanciers de tripot, trafiquants de drogue, joueurs... Dans « La clé de verre » par exemple, Dashiell Hammett met à nu les mécanismes d'une campagne électorale qui n'est en fait que la lutte de deux gangs ; le sénateur, le maire, le chef de la police tirent les ficelles d'une armée de gangsters qui sont en même temps leurs agents électoraux.

Un « Polar » fasciste

« SAS guêpier en Angola »

C'est l'un des nombreux titres de G. de Villiers, « auteur à succès ». Pour faire passer l'anticommunisme qui constitue la trame de ses livres, l'auteur utilise des faits d'actualité ; cela les rend plus crédibles et, sur la base de quelques indications réelles, il offre une vision délirante des faits, l'essentiel étant de cracher sa haine à toutes les lignes. Dans l'exemple pris, un espion de la CIA intrigue pour entraver la libération de l'ancienne colonie portugaise. Les personnages positifs sont des fascistes de la PIDE, des mercenaires blancs, des colons planteurs de café. Les mouvements de libération sont présentés comme des gangs qui tuent, pillent et terrorisent. Un chef patriote est décrit avec « des yeux globuleux », on raconte qu'il « a abattu une petite fille de cinq ans fuyant avec sa poupée ». Le pays « se décompose car dans quelques mois, les Noirs seront au pouvoir », c'est « une jungle déserte pleine de moustiques ». Les « nègres ont un profil simiesque », la torture est exaltée pour la « juste cause » anticommuniste.

Il n'y a pas de mots pour décrire un tel amoncellement d'ordures : c'est l'exaltation des crimes les plus abominables de l'impérialisme, sur un fond de sadisme. Sous l'apparence d'un policier vite lu, il s'agit d'une propagande fasciste ouverte. Chaque ligne vaudrait à son auteur une condamnation pour crime : mais on vend des millions d'exemplaires, au nom de la « liberté d'expression ». Aujourd'hui, la bourgeoisie imprime encore de telles saletés, mais elle les paiera un jour.

FILMS

Section Spéciale

de Costa Gavras

Juin 1940... les Allemands occupent Paris. Dès le début de l'occupation, la Résistance s'organise.

Le film s'ouvre sur une manifestation antinazie, dispersée violemment par l'occupant.

Rapidement, les premières actions armées sont déclenchées dans la capitale : le début du film nous montre l'exécution d'un officier allemand dans une station de métro, opération qui sert de prétexte au gouvernement de Vichy pour intensifier la répression contre les « terroristes », c'est-à-dire contre ceux qui s'organisent pour chasser les occupants et écraser les collabos français.

Pour ce faire, en moins d'une semaine, la Section Spéciale de la Cour d'Appel de Paris, est créée en août 1941. Le décret-loi qui la met en place institue un tribunal d'exception, pouvant condamner à mort pour n'importe quel acte qualifié de terroriste et ayant effet rétroactif.

Le film retrace la création de la Section Spéciale et la tenue de sa première séance.

Le côté positif de ce film, c'est de montrer comment, violant ses propres lois, la bourgeoisie trouve des magistrats tout disposés à « juger » de nouveau des résistants, des communistes déjà « jugés » et condamnés, pour les condamner à mort ; comment, servant avec zèle l'occupant nazi, elle se démène pour lui offrir la tête de plusieurs patriotes.

Mais peut-on se contenter comme le suggère le film, de lutter contre les abus de la « justice », contre ses aspects monstrueux et lui faire confiance quant au fond ?

Non, bien évidemment et nous savons à travers le fonctionnement de la « justice » actuelle, qu'un changement radical sera nécessaire pour une justice au service du peuple.

Que la fête commence

« Que la fête commence », un film de Bertrand Tavernier, décrit l'atmosphère décadente de la Régence en France (XVIIIe siècle).

Après la fin du règne pudibond et dévot de Louis XIV, l'aristocratie se livre à une débauche effrénée. Tavernier peint sans fard la réalité de l'époque : les châteaux qu'il décrit ne sont pas ceux des contes de fées, mais des lieux bien réels, qui empestent par manque d'hygiène. Il montre bien le rôle de l'église et de la religion : les aristocrates n'y croient plus et s'en servent pour pressurer le peuple. Mais déjà celui-ci prend conscience et la fin du film annonce la révolution : les paysans s'emparent du carosse du régent et le brûlent en promettant à tous ces aristocrates qui vivent sur leur dos, que le jour de leur châtiment approche et qu'il n'y aura pas plus de pitié pour eux qu'ils n'en ont eu pour le peuple.

VOYAGE EN ALBANIE

Quelques places restent disponibles pour les voyages de la 1re et 2e quinzaine d'août.

Ecrire rapidement au journal qui transmettra.

Classiques du Marxisme léninisme
- Livres anti-impérialistes
- Romans révolutionnaires
- Mouvement ouvrier
- Journaux, brochures, revues

Passez vos commandes à la

LIBRAIRIE POPULAIRE

226, rue Duguesclin
69003 LYON

SPORTS Tour de France :

1 vainqueur, 14 marques, 140 hommes-sandwiches

Cette année encore le Tour de France a attiré plus de 15 millions de spectateurs. Merckx, Poulidor, Thévenet... ont tenu la vedette pendant près d'un mois. En effet, le sport cycliste en France et en particulier « Le Tour » ont un réel succès populaire. Les exploits quotidiens des coureurs, le découpage de la course en étapes de types différents qui provoquent des changements dans le classement, font du « Tour » une épreuve passionnante. Presse, radio, télé, donnent le retentissement maximum à l'épreuve qui se déroule pendant la période des congés, quand une partie des travailleurs sont plus disponibles. Mais dans tout ce batage, le sport est loin d'être le seul élément, si le vainqueur de l'épreuve est incertain, par contre d'autres jouent gagnants à tous les coups.

Ils s'appellent : GAN Mercier, Peugeot, Molteni...

«« L'Equipe » et « Le Parisien Libéré » vous présentent le seul support qui permette en 25 jours seulement d'organiser une tournée de 5 000 km, de prospecter 50 départements français, de toucher chaque année des populations nouvelles, de convaincre 15 millions de consommateurs particulièrement réceptifs » (publicité parue dans les « Echos de la presse et de la publicité »). C'est en ces termes que les organisateurs du « Tour » s'adressent aux grandes firmes pour pouvoir financer leurs opérations « donnant-donnant » bel esprit de solidarité ! « Le Tour » représente une des plus grosses affaires publicitaires. Chaque année, différentes marques se disputent l'achat des concessions, ce qui ne peut que plaire à M. Jacques Goddet, directeur de « L'Equipe » qui trouve encore cela insuffisant. Il n'hésite pas à réclamer, comme au Japon, le pari mutuel sur les courses cyclistes sur piste : « Le pari dans les courses cyclistes sur piste entraîne un mouvement public considérable, attire un nombre énorme de pratiquants, dégage des ressources fort utiles pour l'épanouissement du sport... » (« L'Equipe » du 5-7-75).

La prépondérance de la publicité se retrouve à tous les niveaux du sport cycliste : comme les professionnels, les amateurs se retrouvent dans des équipes patronnées par une marque ou par une entreprise. En conséquence ce qui compte pour eux ce n'est pas de favoriser l'épanouissement du sport comme voudrait le faire croire J. Goddet, mais de s'assurer les services des meilleurs « hommes-sandwiches ». Ce qui a pour effet de développer dans les équipes, même chez les débutants, l'arrivisme et l'individualisme, c'est ce que nous disait un jeune amateur qui nous expliquait toutes les difficultés rencontrées par un ouvrier pour pouvoir pratiquer ce sport : « il faut d'abord s'acheter le vélo, ça coûte 1 000 F, ensuite t'as les chaussures qui reviennent à 100 F, le cuissard 60 F et les gants 50 F. Tu payes ta licence qui revient à 100 F. Ça élimine déjà ceux qui ne peuvent pas payer, mais t'as aussi l'entraînement, dans la semaine après le boulot faut faire au moins 200 km... Pour passer professionnel il faut se faire voir... ça amène les gars à se doper ou à bousculer les autres pendant la course. »

Les exploits des champions ne servent pas uniquement à faire vendre, ils sont utilisés aussi par la bourgeoisie pour développer l'idée qu'il est possible dans cette société de s'en sortir individuellement à la force du jarret ou du poignet, quelle que soit son origine sociale. Pour la bourgeoisie « Le Tour de France » a aussi un autre intérêt, c'est Ramadier, Premier ministre, qui en 1947, déclarait aux organisateurs de l'épreuve venus lui demander des bons d'essence pour les voitures officielles, qu'il était tout à fait d'accord, car pendant ce temps-là les Français ne s'occupaient pas de politique. Dernièrement, pendant la grève de Chausson, au lieu de mobiliser les travailleurs pour l'occupation après l'intervention des CRS, le P«C»F les conviait à assister à la course cycliste organisée par la municipalité révisionniste de Gennevilliers.

Contrairement à ce qu'affirme la bourgeoisie, le sport comme tous les aspects de la vie porte la marque de son idéologie et des rapports capitalistes d'exploitation. Il ne pourra être libéré de ces contraintes que dans une société socialiste.

VACANCES

Un Français sur deux ne part pas en vacances

Si on en croit la télé, la radio, les journaux, tout le monde part en vacances. Ou plutôt, il n'est pas normal de ne pas partir. Mais, si on regarde d'un peu plus près les statistiques, on apprend qu'un Français sur deux ne part pas en vacances. Ceux qui restent chez eux, ce sont ceux qui ont les revenus les plus faibles, les ouvriers, les familles nombreuses, et les personnes âgées ; bref, ceux qui en auraient le plus besoin.

POUR CEUX QUI PARTENT, TOUT DÉPEND DE LA PROFESSION QU'ILS EXERCENT.

En 1974, le taux des départs a été de 13,5 % pour les exploitants et salariés agricoles ; 33,5 % pour les « inactifs » ; de 47 % pour les ouvriers ; de 79 % pour les cadres moyens et 86 % pour les cadres supérieurs et professions libérales. L'énorme écart entre les ouvriers et les cadres parle de lui-même.

TOUT DÉPEND AUSSI DU LIEU D'HABITATION, ET LE NOMBRE DE DÉPARTS EN VACANCES CROIT AVEC LE NOMBRE D'HABITANTS DE LA COMMUNE.

En 1974, le taux des départs dans les communes rurales a été de 25,5 % ; de 43,6 % pour les villes de moins de 20 000 habitants ; de 52,4 % pour les villes de 20 000 à 100 000 habitants ; de 79 % pour Paris et la région parisienne. La nécessité de prendre des vacances est directement liée à la vie que le capitalisme nous impose dans ses villes monstrueuses...

Pour ce qui est de l'année 1975, selon les estimations publiées dans « Tourisme », bulletin d'information du Secrétariat au tourisme, *« 49 % des Français devraient partir en vacances d'été contre 48,2 % l'année dernière... Cependant... si les variations de revenus réels ne se traduisent pas automatiquement en variation du nombre de partants, en revanche, elles semblent déterminer le montant des dépenses par estivant au cours des vacances. »* C'est-à-dire que le nombre de jours passés en vacances diminue, que le nombre de départs à la mer diminue, alors qu'augmente le nombre de départs à la campagne, où les séjours reviennent moin cher.

Si, dans la conjoncture actuelle, avec le nombre de chômeurs que l'on sait, le nombre de départs en vacances reste à peu près le même, c'est bien que les vacances, loin d'être du superflu, font aujourd'hui partie du nécessaire, presque au même titre que la nourriture et le logement.

DOUZE MOIS SUR DOUZE, C'EST LE CAPITALISME QUI NOUS ENSERRE.

Le travail organisé par les capitalistes, les villes organisées par le capitalisme, épuisent les travailleurs au point que seul un arrêt de travail pendant un mois peut leur faire supporter une nouvelle année d'exploitation. C'est pour cela que, même si un grand nombre va rester ici, tout le monde s'efforce de partir, car il s'agit aujourd'hui, avec l'intensification de l'exploitation et la détérioration des conditions de vie, d'un véritable besoin. Mais le capitalisme, s'il rend ce besoin indispensable, est bien incapable de le satisfaire. Combien ne pourront pas partir ! Combien, s'ils partent, ne pourront pas se reposer autant qu'il le faudrait ! Avec, à nouveau, les embouteillages, le bruit, la foule, les logements plus petits que d'habitude, et la famille encore plus nombreuse. Que d'argent, soutiré de mille manières ingénieuses ! Tantôt par une hausse exorbitante des prix, allant parfois jusqu'à 40 %, tantôt par la perception d'un droit de location de matériel qui rend l'accès aux plages bel et bien payant...

Douze mois sur douze, c'est le capitalisme qui nous enserre !

Ce qui est posé, à travers ces vacances impossibles, c'est l'exigence d'une nouvelle société, où les travailleurs soient à la fois, maîtres de leur travail, maîtres de l'organisation de leur vie, douze mois sur douze.

"Nous partirons seulement quelques jours"

reportage Thérèse VERNET

La Courneuve. *Une journée du mois de juillet. La cité des 4 000 logements : une cité de la banlieue parisienne bien caractéristique. La monotonie. D'immenses immeubles barrent l'horizon, comme une cour de prison ; au milieu, un centre commercial et une promenade. Quelques arbres décharnés ; pas de pelouse, pas de bancs. Quelques rares ménagères causent, par petits groupes, et surtout des enfants, des jeunes, courent, désœuvrés ou jouent de la guitare dans un coin.*

Les vacances à La Courneuve :

« NOTRE CLUB A NOUS, C'EST LE REBORD DU MUR OU ON S'ASSIED. »

Nous engageons la discussion avec un groupe de jeunes. C'est Kader qui nous parle, il apprend la mécanique au CET. Il va peut-être partir en août avec sa famille en Algérie, comme elle le fait une fois tous les deux ans, mais il est obligé de rester à La Courneuve en juillet, comme beaucoup d'autres ; *« j'ai cherché du travail, je n'en ai pas trouvé. »* C'est le leit-motiv qui revient dans toutes les discussions. Le chômage prend les jeunes à la gorge *« alors, on reste là ; à défaut de banc, on s'assied sur le rebord du mur. Notre club, c'est le mur. On parle, on se raconte des histoires, on se regarde. Il n'y a rien ici. On voit toujours la même chose. Du ciment. Pas d'espace vert. C'est mort... Il y avait bien un cinéma, mais le patron a fait faillite. Il s'est suicidé, et le cinéma a été fermé. »* Puis, réfléchissant, il ajoute : *« On aimerait bien aller à Paris, là on pourrait s'amuser, mais on n'a pas d'argent... Et puis si on avait un peu d'argent, on s'en irait quelques jours au bord de la mer. Pas trop loin, à Deauville par exemple. On se contente de peu ; mais il faut quand même avoir de l'argent. Heureusement qu'en août, je partirai avec mes parents en Algérie.*

... « LES FLICS SONT VENUS... »

Et même lorsque les jeunes s'organisent, ils ne sont pas tranquilles longtemps. Un autre groupe de jeunes nous explique qu'ils n'ont rien pour eux. Ils avaient un local, où ils réparaient des motos. *« Au bout d'un moment, les flics sont venus. Ils ont trouvé dans le local une moto volée ; une moto que nous, on n'avait jamais vue et qui se trouvait juste là au bon moment. Une provocation, quoi... Les flics en avaient assez de nous voir là, juste à côté d'eux, car notre local était près du commissariat. Ils ont fermé le local. Maintenant, on n'a plus rien. »... « Les flics patrouillent sans arrêt, nous demandent nos papiers ; on ne peut pas sortir le soir ; dès qu'il y a une casse, on nous soupçonne... voilà nos vacances... »*

... « LA MER, ÇA REMPLACE TOUT... »

Pour sortir de cet univers, il n'y a plus que l'espoir des vacances... Aussi, les jeunes font tout ce qu'ils peuvent pour partir. *« Je pars en vacances de toutes façons... »* disent certains... Bernard, 16 ans, part à Malaga en Espagne, avec 5 copains. Pour se payer le voyage, il travaille un mois comme manutentionnaire. Il a encore de la chance d'avoir trouvé ce travail. Il partagera ce qu'il aura gagné avec ses copains. *« Ce qu'on aime, c'est la mer... on en parle toute l'année. Vivement les vacances... Partir... Et dès la rentrée... »* C'est ce que nous disent aussi les jeunes Algériens de 12 à 13 ans qui tournent en rond, à monter à tour de rôle sur un petit vélo. Ils vont cette année repartir dans leur pays, pour deux mois. Mais ces deux mois dans leur pays, ils n'y ont droit que tous les 2 ans... quand c'est possible. Alors, pour eux, c'est un peu le pays de rêve, la liberté, où tout est possible.

« La mer, ça remplace tout !... On peut tout faire, là-bas... C'est pas pollué... On attrape beaucoup de poissons... Pour pêcher, il n'y a pas besoin de permis, comme ici »

Ceux qui ne partent pas : « NOUS SOMMES CONDAMNÉS A RESTER ICI ».

Cette année, beaucoup ne partiront pas. Plus d'un million de chômeurs, plus de 500 000 à temps partiel, sans compter la hausse des prix, plus que sensible cette année sur la nourriture.

Cette mère de trois enfants partira avec sa famille. *« seulement quelques jours à l'aventure... »*. La location d'un studio sur la côte coûte 250 000 anciens francs, et en Espagne, c'est beaucoup plus cher que les autres années ! *« ...Nous sommes condamnés à rester ici, »* dira une autre. *« Ici, ou ailleurs, de toutes façons... »*.

Ceux qui restent, ce sont aussi les parents d'enfants malades, d'enfants handicapés. Cette ouvrière de Wonder n'est pas partie depuis 10 ans. Cette année, elle a dépensé toutes ses économies pour envoyer sa fille en vacances dans une maison spécialisée. Ça lui coûtera 200 000 francs ! Et elle touche un salaire de 135 000 francs. *« Qu'elle en profite,* dit-elle ! *L'année prochaine, ce n'est pas sûr que je puisse le faire ! »*

Pour les mères de famille, pas de trêve ; bien au contraire. *« Si les vacances, c'est pour faire plus que ce qu'on fait à la maison, moi je ne considère pas ça comme un repos. Ici, j'ai la machine à laver ; si je pars, il me faudra laver à la main. Avec trois jeunes enfants, c'est trop pénible. Je préfère rester ici. »*

... « J'en arrive à ne plus pouvoir supporter mes enfants »...

Nous sonnons à une porte ; ce sont les enfants qui nous ouvrent, leur mère est sortie. Ils ont quatre, neuf, dix et treize ans.

Toute la journée, ils restent enfermés dans l'appartement, à tourner en rond : leur mère a peur de les laisser jouer en bas. Ils ne veulent pas aller au centre aéré, parce qu'ils se trouvent trop grands, et surtout parce que, disent-ils en riant, là-bas, ils ne font pas ce qu'ils veulent, et que les jeux auxquels on les fait jouer ne les intéressent pas. Puis leur mère arrive et nous confie facilement ses problèmes : *« Partir ? Pour un mois de location, ils me demandent 300 000 francs, sans compter le train, sans compter ce qu'il faut emporter avec nous... Je ne peux pas me le permettre... »* Pourtant, elle aurait bien besoin de se reposer.

« ... je suis très nerveuse. J'en arrive à ne plus pouvoir supporter mes enfants. Je voulais essayer de placer la petite un mois en nourrice à la campagne, mais on me demande 95 000 francs. »

« Partir en vacances, pour moi, ce n'est pas une solution. Ils sont fatigants ; avec eux, je ne peux rien faire. Qu'est-ce que je vois, avec eux ? rien. Il faut les arranger, les mener au bain ; à midi, rentrer les faire manger. Le soir, ils veulent sortir. Il faut que je garde la petite. Pourtant, ça leur fait du bien. Lorsqu'on est parti, ils n'ont pas été malades de tout l'hiver. » Et lorsque nous lui demandons pourquoi elle ne les envoie pas en colonie, elle nous répond que tantôt c'est trop cher, tantôt il n'y a pas de place.

Les vacances pour les femmes OS

(correspondance de Bourgogne Electronique-Dijon)

Pour certaines jeunes, qui sont encore chez leurs parents, les vacances sont le résultat de sacrifices pour partir le plus loin possible, le plus longtemps possible. Les vacances, c'est ne rien faire, se reposer, et pouvoir faire aussi tout ce qu'on ne peut pas faire pendant l'année, parce que les 2 / 8 c'est trop fatigant, pour sortir le soir par exemple. On fait des projets depuis le mois... de décembre. Le problème, c'est qu'il faut y mettre le prix.

Les mères célibataires, quant à elles, se retrouvent seules. Elles n'ont plus qu'à rentrer chez leurs parents. On ne peut pas faire seule du camping avec un enfant en bas âge, surtout quand on n'a pas de voiture ! Or le camping, c'est la formule de vacances la plus généralisée, parce que réputée la moins chère.

Beaucoup de jeunes couples avec des enfants partent dans la famille de l'un des conjoints... c'est moins coûteux... mais ce ne sont pas de « vraies vacances »...

Certaines ouvrières ne pourront pas avoir les vacances avec leur mari (ceci surtout depuis que certaines boîtes ferment un mois en août ou en juillet, à cause de la crise). Pourtant, ces vacances sont la seule époque de l'année où les couples peuvent se retrouver en dehors du rythme de travail souvent différent (par exemple, la femme en 2 / 8 et le mari en horaire normal.) Beaucoup sont donc contraints de prendre 1 mois ou 15 jours de congés sans solde, ce qui n'accroît pas le budget vacances !

Les vacances, c'est un peu comme les week-end. C'est ressenti comme le moment où l'on va pouvoir récupérer, où la fatigue va pouvoir s'arrêter pour un temps. D'ailleurs, dès le mois de juin, on n'en peut plus, on ne tient qu'avec l'espoir des vacances.

Les week-end attendus dès le lundi, c'est aussi l'espoir, déçu à chaque fois, de faire autre chose, de « vivre mieux » que la semaine. Quand on revient le lundi, ça ne va pas mieux, parce qu'en fait, le week-end n'a rien de plus extraordinaire que la semaine. C'est pareil lorsqu'on rentre de vacances. Car bien que nous soyons en congé, nous n'échappons pas à l'exploitation. De la fatigue accumulée, on se remet lentement, ... Sur les lieux de vacances, les trusts sont arrivés bien avant nous... et l'on ne transforme pas les rapports familiaux en si peu de temps. L'idéal, ce serait de pouvoir profiter de ce temps libre pour pouvoir réellement vivre avec ses enfants et son mari, et plus seulement se côtoyer ; pouvoir élargir l'horizon de ses idées, connaître un peu mieux notre société, d'autres sociétés.

Imp. RFI - Dir. de Publication C. REY - No de Commission Paritaire 51.165- Distribué par les NMPP